



Affaires étrangères et
Commerce international Canada

Foreign Affairs and
International Trade Canada

Canada

NOTRE MONDE

Magazine des employés du MAECI

N° 17—Printemps 2012

Le Canada dans le monde

- Cinquante ans d'amitié avec l'Afrique
- Les médias sociaux donnent du pouvoir à la révolution
- La poursuite des criminels de guerre en Amérique centrale

À PROPOS DE *Notre Monde*

Notre Monde est le magazine des employés d'Affaires étrangères et Commerce international Canada (MAECI). Rédigé par et pour notre personnel, il est publié quatre fois l'an par la Direction des communications sur la politique étrangère et des communications ministérielles (BCF).

RÉDACTEURS EN CHEF

Eric Nicholas
Charles Enman
Mary Gooderham

INFOGRAPHISTES

Michel Pixel
Geneviève Houle

COMITÉ DE RÉDACTION

Latifa Belmahdi (BCF)
Debora Brown (BCD)
André-Marc Lanteigne (CSM)

COLLABORATEUR

Campbell Morrison

CETTE PAGE

Un cadeau de Noël accroche un sourire au visage d'un enfant à Santiago (voir l'article en p. 4).
photo : MAECI

Consultez *Notre Monde en ligne* dans l'intranet du MAECI. Vous y trouverez d'autres informations, des faits nouveaux et récents, des articles vedettes et des directives sur la façon de proposer des articles pour le magazine. Nous vous invitons à nous soumettre vos suggestions, articles, photos et commentaires par courriel, à ourworld-notremonde@international.gc.ca.



ISSN 1920-1605 *Our World / Notre Monde*

Dans ce numéro

- 3 Entre Nous : Faire rayonner le Canada dans le monde
- 4 Générosité sans frontière
- 6 Des signes de paix dans un pays longtemps tourmenté
- 7 50 ans d'amitié
- 8 Liberté d'expression
- 10 La diplomatie sur Twitter
- 12 Paris en coulisse
- 13 De l'espoir pour les jeunes
- 14 Une question de traduction
- 16 Agir localement, penser globalement
- 17 Les chefs de pratiques mondiales : le point de vue du secteur privé
- 18 Une amitié indéfectible
- 21 Une brèche dans le mur de l'impunité
- 22 Soutenir la démocratie axée sur le citoyen
- 24 Justice pour les marginalisés

Our World
CAL EA 076 EXP
V.
no. 17
Spr 2012
Copy 2





Chaque pays a pour fondement des valeurs profondément ancrées, qui façonnent le caractère de ses citoyens et définissent largement son image aux yeux du monde. Pays libre et démocratique, aux nombreuses ethnies et religions, le Canada est considéré comme un symbole de paix, de sécurité, de prospérité et de tolérance, et il est reconnu pour la promotion de ses valeurs fondamentales dans le monde entier.

Depuis plus d'un siècle, les Canadiens affichent une détermination commune à défendre ce qui est bon, ce qui est juste. Ils le font par leur action, leur intégrité et, parfois, par d'énormes sacrifices.

Entre nous : Faire rayonner le Canada dans le monde

C'est dans cet esprit que nous vous présentons ce numéro de *Notre Monde*, qui porte sur les réalisations grâce auxquelles le MAECI fait rayonner le Canada dans le monde : par la promotion de la liberté, de la démocratie, des droits de la personne et de la primauté du droit.

Au sommaire, un article sur l'interprète et conseiller culturel recruté sur place, Khalil Hotaki, qui a mis sa vie en danger d'innombrables fois au service du Canada en Afghanistan. Vous verrez également la manière dont notre ambassade aux Philippines a aidé une communauté Bajau déplacée à recevoir des services de première nécessité, tels que de la nourriture, l'accès à l'éducation et de la formation sur de nouveaux modes de subsistance.

Nous y célébrons aussi le 50^e anniversaire des relations entre le Canada et l'Afrique avec deux articles mettant en relief le travail du Ministère au Cameroun et en République démocratique du Congo. De l'autre côté de la planète, au Guatemala, vous verrez comment le MAECI a aidé à traduire en justice les responsables d'un massacre perpétré pendant une guerre civile.

Nous nous déplaçons ensuite vers le nord, où l'attention se porte sur plusieurs projets et sur plusieurs initiatives qui ont contribué à renforcer nos liens avec notre allié le plus proche et notre premier partenaire commercial, les États-Unis. Par ailleurs, du côté du monde numérique, nous examinons de près la manière dont les médias sociaux transforment la façon dont les gens participent au processus politique, et comment un groupe de blogueurs, avec le soutien du MAECI, a joué un rôle crucial dans le mouvement du printemps arabe.

Enfin, nous relatons la façon dont nos missions du monde entier donnent le meilleur d'elles-mêmes en faisant du travail bénévole novateur, souvent dans une atmosphère conviviale!

Tous ces efforts ne représentent qu'une toute petite partie du travail exceptionnel que réalise le Ministère. En tant que représentants de notre vaste et magnifique pays, nous demeurons déterminés à faire rayonner les valeurs du Canada dans le monde entier. Ce n'est que par la conjugaison de nos efforts que nous pourrions concrétiser la vision prophétique de Lester B. Pearson :

« Aucun autre pays n'est mieux placé que le Canada pour se fixer comme objectif national la promotion de tout ce que l'esprit humain a de bon, de noble et d'excellent à offrir. »

Eric Nicholas
Mary Gooderham
Charles Enman
Rédacteurs en chef

Générosité sans frontière

Malgré l'horaire chargé qu'entraîne le travail dans nos missions du monde entier, notre personnel trouve encore le temps de donner le meilleur de lui-même alors qu'avec des actes de bienfaisance, il fait preuve de générosité dans un esprit de divertissement.

Au début de novembre, à l'ambassade du Canada à Washington, le personnel s'est beaucoup amusé lorsque l'équipe de hockey de l'ambassade a affronté celle du FBI, à l'aréna Kettler Capitals Iceplex, où s'entraînent les Capitals de Washington de la Ligue nationale de hockey. Le pointage? L'équipe du FBI l'a emporté 7-5. Ceci étant, la pilule a été plus facile à avaler, car ce match a permis de recueillir 1 400 \$ en dons pour la Campagne de charité en milieu de travail du gouvernement du Canada (CCMTGC) grâce aux droits d'entrée, à un tirage 50/50 et à la vente de marchandises.

La mission à Washington a organisé plusieurs autres activités au profit de la CCMTGC. C'est ainsi que trois hauts responsables de l'ambassade et le chef de mission ont affronté quatre stagiaires exemplaires dans un concours ayant pour thème « Êtes-vous plus intelligent qu'un stagiaire ? » Le jeu consistait à répondre

à des questions sur l'histoire canadienne, la culture populaire et l'actualité. Les stagiaires ont rapidement pris le dessus, mais se sont finalement inclinés devant les membres de la direction. Dans un autre concours, le personnel était invité à voter pour la vidéo la plus amusante sur YouTube, parmi celles que leurs collègues avaient présentées. La vidéo gagnante a été celle des animaux amusants qui parlent. Grâce à une dizaine d'activités en tout, Washington a recueilli plus de 67 000 \$.

Par-delà l'océan et le continent, à Amman, le personnel a organisé une véritable fête du Canada, mais avec un côté bien jordanien. Pour ce qui est de l'aspect purement canadien, des artistes en herbe ont peint des drapeaux canadiens sur le visage des enfants, des équipes se sont affrontées dans des épreuves de souque à la corde et de course à trois jambes, et des chefs ont servi de la poutine. Toutefois, de nombreux aspects avaient une couleur bien jordanienne : des courses d'ânes pour les enfants, des marchands ambulants vendant du miel et de l'huile d'olive, et la possibilité de s'abriter du soleil en s'allongeant sur des tapis bédouins à l'intérieur de tentes bédouines en laine. Grâce à la vente de billets et aux commandites, l'ambassade a recueilli suffisamment de dons pour verser 5 500 \$ à l'organisme Jewels, qui aide les femmes jordaniennes à poursuivre des études supérieures au Canada, et 14 000 \$ aux Jardins botaniques royaux, au nord d'Amman, où se sont tenues les festivités.

Par ailleurs, l'automne dernier, l'Inde a probablement connu son premier « Movember », au haut-commissariat à New Delhi. En effet, neuf hommes courageux se sont laissé pousser la moustache pour faire de la sensibilisation sur le cancer et la santé masculine, et recueillir des fonds pour la CCMTGC. Le 23 novembre, leurs collègues ont parié afin d'avoir la chance de retailer les nouvelles moustaches, et les « moustachus » ont accepté d'arborer ces nouvelles créations pendant au moins 24 heures. Selon Gideon Lundholm, deuxième secrétaire aux Affaires politiques et économiques, « se faire pousser une moustache était chose facile dans ce pays — en raison de l'engouement pour les poils au-dessus de la lèvre supérieure — et cela nous a permis de collecter 3 700 \$ pour des œuvres de bienfaisance, en plus de créer une nouvelle tendance en matière de pilosité faciale ».

À Paris, des employés de l'ambassade ont invité leurs collègues des missions canadiennes auprès de l'Organisation de coopération et de développement économiques et de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture afin de recueillir de l'argent et de choisir une œuvre de bienfaisance. Ils ont vendu des articles d'occasion, organisé des ventes de pâtisseries et des tirages, tenu une dégustation de vin et projeté un film — toutes des activités classiques, mais à l'appui d'une cause originale. En effet, l'ambassadeur Marc Lortie a remis un chèque de 13 353 \$ à l'organisme *Le Rire Médecin*, qui forme des clowns chargés de divertir les enfants dans les hôpitaux, pour leur rappeler qu'eux aussi peuvent rire et ont droit à un peu de fantaisie, même s'ils sont malades et loin de la maison.

Lorsque des employés du haut-commissariat à Canberra ont voulu aider une employée à aller à Vanuatu, dans le cadre d'un programme australien à l'intention des jeunes bénévoles, ils ont su quoi faire. Ils ont organisé une soirée de course automobile à la piste Parkway Hills, ce qui a donné naissance à la Classique du haut-commissariat du Canada.



Une promenade à dos d'âne en Jordanie à l'occasion de la fête du Canada - photo : MAECI



Toutefois, vous n'entendrez pas parler de la Classique dans le magazine *Autosport*. Il s'agit en effet d'un parcours de 20 m, aménagé dans le garage de Bruce Ferguson, l'homme à tout faire du haut-commissariat. Il s'agit d'une course de modèles réduits électriques que Bruce fabrique, lequel pratique ce sport depuis 40 ans. C'est ainsi que des voitures de style NASCAR ont disputé la première place aux voitures puissantes et à d'autres modèles. Il s'agit d'une activité de classe puisque des contraventions sont données pour conduite dangereuse et usage de jurons. Grâce aux droits d'entrée payés par les coureurs et les spectateurs, cette course de deux heures a permis de recueillir 850 \$ pour aider l'adjointe administrative Georgina Heyward à payer son voyage à Vanuatu, dont le départ était prévu pour la mi-mars. Pendant son séjour de six mois dans cet État insulaire situé à 1 700 km à l'est de l'Australie, elle aidera à la création de programmes sportifs en milieu scolaire au niveau élémentaire.

Pour Noël, les employés de la mission de San Salvador ont acheté, avec leur propre argent, des jouets à l'intention d'enfants défavorisés d'Usulután, un village situé à 90 km à l'est de la capitale. Quelque 60 enfants attendaient avec leurs parents à un endroit désigné par l'Armée du Salut du Salvador, qui avait organisé cette activité dans le cadre du programme « Arbre de vie ». Le consul Bronson Borst se souvient de la joie qu'il a ressentie en voyant le visage radieux de chaque enfant qui a reçu un cadeau : « Tous les garçons et toutes les filles débordaient tout simplement de joie, certains courant dans tous les sens sous l'effet de l'excitation, avant que nous réussissions à les regrouper pour une photo. Ce jour a fait renaître ma foi dans la contribution que nous pouvons apporter à la vie des autres. »

Depuis 17 ans, l'ambassade du Canada à Santiago aide les enfants défavorisés d'une garderie de la capitale chilienne. La garderie Aldea Mis Amigos, que dirige sœur Hélène Gagnon de la congrégation des Sœurs de Notre-Dame du Bon-Conseil à Chicoutimi, fournit de l'enseignement et des repas à des enfants dont les parents — souvent des mères célibataires qui occupent



des emplois précaires et saisonniers — ne sont pas à la maison le jour. Outre une pauvreté plus ou moins grande, le quartier est confronté à la violence ainsi qu'aux fléaux de l'alcool et de la drogue.

À Noël, chaque employé de l'ambassade achète un cadeau et des vêtements pour un enfant de la garderie : ces dons s'avèrent souvent inestimables pour ces enfants à l'occasion des Fêtes. L'ambassade donne également des livres ainsi que des ordinateurs d'occasion pour la salle informatique. Cette année, par l'intermédiaire d'une vente aux enchères par écrit, d'un concours de photographie et de la vente de billets offerts par l'ambassadeur pour des spectacles d'artistes canadiens tels que Justin Bieber et Avril Lavigne, le personnel a recueilli plus de 2 000 \$ pour l'achat de fournitures et de manuels, ainsi que pour des cours de natation et d'autres activités sportives pour les enfants.

« Nous sommes toujours extrêmement heureux d'aider ces enfants et leurs familles et de contribuer à leur bonheur, affirme la déléguée commerciale Renée Plouffe. Même après 17 ans, il s'agit toujours d'une activité valorisante sur le plan personnel, que nous attendons avec impatience chaque année. »

En haut à gauche : La fête du Canada en Jordanie
photo : MAECI

En haut à droite : Une Jordanienne vend des conserves, du miel et de l'huile d'olive à l'occasion de la fête du Canada.
photo : MAECI

En bas à gauche : Sensations fortes à la piste Parkway Hills de Canberra
photo : Joel Cléroux/ MAECI

En bas à droite : Le Moverment de Gideon Lundholm à New Delhi
photo : MAECI

Des signes de paix dans un pays longtemps tourmenté

Après des décennies de despotisme, de corruption et de conflits, la République démocratique du Congo (RDC) s'achemine lentement vers un climat de paix et de stabilité. Le Canada joue un rôle de premier plan parmi les pays œuvrant à faciliter ce cheminement.

La République démocratique du Congo (RDC) est avantagée par sa géologie, qui en a fait le pays africain le plus riche en ressources naturelles, mais son histoire est marquée d'une succession d'épreuves pénibles. La période coloniale s'est écoulée sous le signe de la brutalité, l'accession au pouvoir de Mobutu Sese Seko au milieu des années 1960 a signalé le début de trois décennies de pouvoir autoritaire et de corruption, et le conflit suivant son départ en 1997 est devenu le plus violent depuis la Seconde Guerre mondiale, entraînant plus de 5 millions de décès, la plupart attribuables à la maladie et à la malnutrition.

Les problèmes persistent. Bien que le conflit se soit terminé en 2003, la violence demeure très présente dans les régions orientales, où des groupes armés rejettent l'autorité du gouvernement central, alors que se maintient la violence sexuelle contre les femmes et que l'exploitation des minéraux finance la poursuite de l'insurrection.

Le chemin vers la paix et la stabilité est parsemé d'embûches, mais l'objectif ne fait pas de doute. « La première nécessité est de renforcer la capacité de l'État d'appliquer la primauté du droit dans l'ensemble de la RDC », explique Kadia Gassama, analyste de programme pour la RDC au sein du Groupe de travail pour la stabilisation et la reconstruction (GTSR) du Ministère.



Kadia Gassama du MAECI interview un groupe de femmes dans la région orientale de la République démocratique du Congo.
photo : MAECI

Pour y arriver, il faut renforcer le système judiciaire, régler les différends qui ont persisté après les conflits, en particulier le retour au foyer des personnes déplacées, et mettre fin à l'exploitation des richesses minérales pour appuyer des activités d'insurrection. Le MAECI apporte son aide dans ces trois domaines. Depuis 2009, le GTSR a fourni un financement annuel de plus de 4 millions de dollars pour contribuer à améliorer la vie en RDC.

Les initiatives du GTSR comprennent le financement de cellules d'appui aux poursuites. Ces cellules encadrent le travail de la police militaire et des procureurs congolais pour que celui-ci soit de calibre international. Avec son financement de 2,9 millions de dollars, le Canada est l'un des principaux donateurs. Cette amélioration du système de justice militaire est importante, car bon nombre des violations aux droits de la personne sont attribuables à des éléments indisciplinés des forces militaires. Ce genre d'aide sied bien au Canada, car, comme la RDC, il a le français comme langue officielle et il est perçu comme un intermédiaire impartial, en particulier par son absence de passé colonial.

Le retour de millions de personnes déplacées par la guerre est source de nombreux conflits avec les gens qui ont depuis occupé leurs terres et leurs maisons. L'une des principales initiatives du GTSR consiste à financer des activités locales de médiation pour régler bon nombre de ces différends.

Les insurgés financent leurs activités par la vente de minéraux précieux, notamment l'or, l'étain, le tantale et le tungstène. Pour endiguer ces flux, le GTSR a appuyé les activités de centres commerciaux où, dans un rayon de 25 km, les mineurs peuvent vendre leur minerai sans craindre d'être pris à partie par des groupes armés. Comme l'explique Mora Johnson, conseillère principale à la Direction des politiques des droits de la personne et de la gouvernance, « lorsque des groupes armés tirent des revenus illicites de l'exploitation des minéraux, les conflits armés se prolongent, et ces groupes ont plus intérêt à saboter tous les efforts de paix ».

Pour nuire encore plus aux insurgés, il faut bloquer le flux de minéraux illicites dans tous les maillons de la chaîne d'approvisionnement. Il faut également des protocoles de certification de l'origine de minéraux « propres » jusqu'à leur arrivée aux entreprises occidentales qui les utilisent — et le MAECI a appuyé les efforts des gouvernements régionaux et de l'Organisation de coopération et de développement économiques pour l'élaboration de tels protocoles.

À quel moment cet énorme pays, d'une superficie comparable à celle de l'Europe occidentale, connaîtra-t-il enfin la paix et la stabilité? Pierre Lantoin, chargé de dossier pour la région des Grands Lacs d'Afrique, n'est pas en mesure de le prédire. « La situation s'est toutefois améliorée au cours des 10 dernières années — et nous sommes fiers de participer à cet important processus. »

50 ans d'amitié

Cette année marque le 50^e anniversaire des relations diplomatiques entre le Canada et plusieurs pays d'Afrique, dont le Cameroun, un pays avec lequel nos relations amicales et commerciales ne cessent de s'élargir.

Le Canada et le Cameroun entretiennent des relations diplomatiques depuis 1962. Les échanges commerciaux entre les deux pays sont substantiels; de fait, le Cameroun constitue maintenant le deuxième marché d'exportation du Canada en importance en Afrique centrale. Membres du Commonwealth et de la Francophonie, les deux pays souhaitent voir s'enraciner dans la région les valeurs démocratiques, les droits de la personne, la bonne gouvernance, la stabilité et la prospérité.

Certains des liens initiaux les plus marquants qui ont uni les deux pays découlent du travail des missionnaires catholiques au Cameroun. Comme l'ont constaté le haut-commissaire Benoît-Pierre Laramée et le conseiller politique Louis-Philippe Sylvestre dans un document publié récemment, « le travail de ces missionnaires, particulièrement en ce qui concerne la création d'établissements d'enseignement, a contribué à consolider les liens entre le Canada et le Cameroun ».

L'un des plus éminents missionnaires de l'époque a été le cardinal Paul-Émile Léger, le prêtre québécois que le pape Pie XII a nommé cardinal en 1952. Son frère, Jules Léger, a jadis été le sous-secrétaire d'État du Canada aux Affaires étrangères, puis gouverneur général du Canada.

En 1967, le cardinal Léger, qui était alors archevêque de Montréal, annonce sa démission. Il désire aller au Cameroun pour travailler à titre de missionnaire à Yaoundé, la capitale du pays, et aider les personnes souffrant de la lèpre et les enfants handicapés. Aux gens surpris par sa décision, il répond ceci : « Après avoir tant prêché, j'ai compris que le Seigneur attendait de moi des actes. »

Le cardinal Léger s'est engagé à améliorer le bien-être de la population camerounaise. Une de ses plus grandes réalisations aura été la mise sur pied, en 1972, du Centre national de réhabilitation des personnes handicapées, à Yaoundé, afin de répondre entre autres aux besoins en matière de réhabilitation des personnes atteintes de la poliomyélite. Au cours des 40 années qui se sont écoulées

depuis, le Centre a pris de l'expansion et à présent, son campus compte 15 bâtiments. À Yaoundé, le cardinal Léger a aussi mis sur pied un hôpital pour les personnes souffrant de la lèpre. D'autres missionnaires catholiques ont construit des écoles au Cameroun, où on y dispense principalement des programmes d'enseignement primaire et professionnel.

En plus d'apporter son soutien dans le domaine de l'éducation, le Canada a aidé le Cameroun à gérer son secteur forestier, particulièrement pour veiller à ce que les forêts soient exploitées de manière durable. Les deux pays possèdent également une longue histoire de coopération en matière de développement. Par exemple, le Canada contribue actuellement à changer les choses en finançant, par l'entremise de l'Agence canadienne de développement international, un système de microfinancement pour aider les femmes défavorisées à créer de petites entreprises.

Les entreprises canadiennes sont bien reçues au Cameroun. Ainsi, Rio Tinto Alcan est copropriétaire d'une aluminerie à Edéa, en partenariat avec le gouvernement du Cameroun, et l'entreprise participe à la construction d'un barrage hydroélectrique de 1 000 MW pour alimenter une nouvelle aluminerie dans le port de Kribi. Bombardier Inc. de Montréal a construit plusieurs des locomotives qui assurent le transport de marchandises sur les chemins de fer du pays.

Le Cameroun a connu deux présidents depuis son accession à l'indépendance en 1960, et tous deux se sont rendus au Canada afin d'exprimer leur appréciation de l'amitié qui unit les deux pays. Lors de sa visite en 1982, le premier président du Cameroun, Ahmadou Ahidjo, a parlé des ressemblances entre le Canada et son pays et, en particulier, il a souligné la richesse du patrimoine que représente un bilinguisme identique. Tout porte à croire que les relations amicales et commerciales qu'entretiennent le Canada et le Cameroun continueront de croître et de s'élargir, et ce, au profit des deux pays.

Notre Monde publiera d'autres histoires pour célébrer le 50^e anniversaire de ses relations avec plusieurs pays d'Afrique. Pour en prendre connaissance, consultez Notre Monde en ligne.



Fascination mutuelle entre le cardinal Paul-Émile Léger et un enfant

Liberté d'expression

A lors que le mouvement de la révolution déferlait sur l'Égypte au début de l'an dernier, on pouvait trouver Ahmed Ragab sur la place Tahrir au Caire, diffusant des vidéos en direct, publiant des photos des manifestations sur Facebook et commentant sur Twitter les événements dramatiques qui secouaient le pays et la région.

Six mois auparavant, Ahmed, un étudiant en architecture, avait acquis une grande partie de ses compétences en médias sociaux à l'occasion d'une série d'ateliers intitulée Express Yourself and be Free. Faisant appel aux meilleurs blogueurs du pays grâce à l'organisation canadienne Droits et Démocratie et avec l'appui du MAECI, le programme a permis de former plus d'une centaine de jeunes blogueurs, y compris des femmes et des Égyptiens des régions rurales. Ils ont appris les aspects techniques, juridiques et éthiques des médias sociaux de même que ceux liés à la sécurité, ainsi que la façon de communiquer avec des journalistes des médias conventionnels et de produire des messages d'intérêt public.

À présent, Ahmed et les autres participants appliquent leurs nouvelles compétences et leurs nouveaux outils afin d'agir à titre de journalistes citoyens dans les foules, de rédiger des commentaires sur les blogs, Twitter et Facebook, et ainsi partager leurs observations, leurs vidéos et leurs photos en ligne et par le biais d'entreprises de presse internationales.

« Ce sont les jeunes qui ont porté la révolution depuis Facebook et Twitter jusqu'aux places », déclare Ahmed, 22 ans, qui occupe maintenant un poste d'architecte et qui continue d'utiliser Internet pour communiquer ses opinions politiques. « Les médias sociaux sont la principale raison pour laquelle la révolution est passée de la Tunisie à l'Égypte, puis à d'autres pays. »

« La formation des blogueurs, financée en partie par le Programme Glyn Berry pour la paix et la sécurité, a été offerte de 2009 jusqu'au début de l'an dernier, afin de tenter de répondre à la demande visant à obtenir des réformes politiques dans le pays », affirme Annik Lussier Rez, analyste principale de la politique à la Direction générale des organisations internationales, des droits de la personne et de la démocratie au MAECI.

Annik, journaliste au *Cairo Times* de 2001 à 2003 dans le cadre de l'ancien programme Jeunes professionnels à l'international du MAECI, souligne que la blogosphère a connu une croissance exponentielle en Égypte. Elle ajoute que ce sont les blogueurs qui ont réussi à attirer l'attention des médias sur des événements qui seraient autrement passés inaperçus.

« Le blogage remplit une fonction essentielle pour faire connaître de l'information qui n'est pas autrement disponible dans un contexte autoritaire ou semi-autoritaire. Il est incroyable de voir à quel point cette initiative a été fructueuse, qu'un petit projet puisse avoir contribué d'une certaine façon à améliorer les choses. »

Selon le directeur des programmes de Droits et Démocratie, Tom Cormier, les ateliers et un guide pratique élaboré dans le cadre du programme ont permis d'établir des liens entre les blogueurs et les journalistes des médias conventionnels, et de donner une présence accrue à la voix des femmes. Les médias sociaux ont permis aux gens de s'exprimer en échappant à la surveillance et leur ont fourni un outil important pour s'organiser.

« Plusieurs de ces blogueurs sont vraiment très suivis. Ils sont devenus des participants actifs au dialogue sur le terrain. Ils ont fait partie de l'histoire. »

Des Canadiens sont intervenus d'autres façons dans l'explosion des médias sociaux lors du printemps arabe. Ben Rowswell du MAECI, en congé d'études l'an dernier à titre de chercheur invité à l'Université Stanford, a lancé le projet Cloud to Street, visant à apporter un soutien technologique aux militants égyptiens. Ben, dont la première affectation diplomatique a été à titre d'agent politique en Égypte de 1996 à 1998, a trouvé l'inspiration pour son projet alors qu'il suivait un cours de « technologie de la libération » en tant qu'étudiant libre à Stanford.

De concert avec Farhaan Ladhani et Shuvaloy Majumdar, maintenant tous deux à l'Agence canadienne de développement international (ACDI), Ben a mis sur



Cellulaires à la main : La technologie est très visible lors d'une manifestation à la place Tahrir, le 1^{er} avril 2011, visant à « sauver la révolution. »
photo : Farhaan Ladhani



Le nouveau visage des médias sociaux : La formatrice Dima Shaheen (au clavier) aide trois femmes qui participent aux ateliers sur les blogueurs du Caire avec leurs projets finaux en janvier 2011.
photo : Droits et Démocratie

pied un groupe qui a utilisé une plateforme en ligne afin de mobiliser des experts à l'appui des militants et d'encourager une collaboration de masse parmi les Égyptiens.

« Il s'agit d'un concept d'une incroyable puissance, qui change déjà le monde qui nous entoure », déclare Ben, un vétéran du Moyen-Orient au MAECI. Il voit dans Cloud to Street un projet expérimental de politique étrangère à l'ère de l'information.

Farhaan explique que le groupe a mené une série de séances auprès des militants au Caire, a organisé des séances intensives où des programmeurs de Silicon Valley produisaient des logiciels gratuits à leur intention, et a mis au point des outils d'externalisation ouverte permettant à de nombreuses personnes de collaborer simultanément à des activités comme la contribution à la rédaction de la nouvelle constitution de l'Égypte.

« La grande question est de savoir comment faire passer la technologie d'un petit noyau à l'ensemble de la population », soutient Farhaan. Analyste principal à l'ACDI, il se dit fasciné par la manière sophistiquée dont la technologie a été utilisée pour mobiliser les gens en Égypte. « La technologie de l'information peut servir d'accélérateur ou de catalyseur; elle offre la capacité de canaliser les réflexions d'un grand nombre de gens, sans restriction géographique ou de temps, pour créer une voix unifiée très puissante. »

Inspirée par le rôle important des médias sociaux dans le mouvement du printemps arabe, ainsi que lors d'autres phénomènes récents comme les émeutes du nord de Londres et les mouvements d'occupation, la Direction générale des politiques du MAECI s'est engagée dans une initiative de politique ouverte qui promet de transformer la façon dont les politiques sont élaborées.



Ben Rowsell participe à un séminaire sur Twitter à la place Tahrir en août dernier, levant la main pour signaler son accord au présentateur et envoyant un gazouilli directement de son portable.
photo : Hanna Sistek

« Le printemps arabe a été l'un des événements marquants qui ont mis en évidence le rôle des médias sociaux », affirme Marketa Geislerova, analyste principale de la politique pour la Direction de la recherche sur les politiques. « Il a ouvert les yeux à bien des gens. Dans le cyberspace, il est possible d'organiser, de faire de l'agitation politique et de créer. »

Marketa et une autre analyste de la politique, Andréanne Goyette, ont créé un réseau en direct sur GConnex, le réseau social pangouvernemental. « N'importe qui peut se joindre à la communauté, appelée Réseaux, hyperconnectivité et politique étrangère, explique Andréanne, et y apporter sa contribution ». On prévoit organiser des tables rondes, des séances de discussion rapide et des exercices faisant appel à des chefs de mission, à des représentants étrangers au Canada et à d'autres groupes.

« Nous nous ouvrons à l'information de toutes les sources », précise Marketa, qui ajoute que l'initiative réunit déjà un groupe représentatif d'employés du MAECI et d'autres ministères, qui auront tous leur mot à dire sur l'évolution de l'initiative.

Andréanne indique que l'objectif est de mieux comprendre l'intermédiaire numérique et la façon de l'exploiter à l'avenir. « Nous voulons que les gens en parlent et nous disent ce qu'ils en pensent. »

« Les médias sociaux changent la façon dont les gens participent aux processus politiques, affirme Marketa. Nous reconnaissons que les diplomates n'ont pas le monopole de la politique étrangère. »

Pour participer à l'initiative d'élaboration ouverte de politiques, rendez-vous sur GConnex dans le site intranet du MAECI, et recherchez la communauté Réseaux, hyperconnectivité et politique étrangère.



Le blogueur Ahmed Ragab : « Ce sont les jeunes qui ont porté la révolution depuis Facebook et Twitter jusqu'aux places. »
photo : Muhamed Sabry

La diplomatie sur

Autrefois, les diplomates avaient la réputation de faire connaître leur point de vue et leurs activités par de longues missives câblées aux hauts échelons des ministères des Affaires étrangères.

Aujourd'hui, tout le monde peut suivre le dialogue entre deux chefs de mission canadiens en Europe sur Twitter ou Facebook dans le cadre d'un projet pilote du MAECI visant à diffuser une information actualisée, à promouvoir l'image de marque du Canada, et à dialoguer avec un auditoire plus large et plus jeune au moyen des médias sociaux.

Les gazouillis de 140 caractères et les mises à jour sur Facebook s'inscrivent dans une évolution naturelle de la diplomatie, selon l'ambassadeur John Barrett, à Vienne, qui participe à ce projet avec son homologue James Lambert, à La Haye.

« Nos missions à l'étranger ont pour rôle de communiquer avec les gens, d'apprendre à mieux les connaître, et de faire connaître le point de vue des Canadiens et les priorités du Canada, indique M. Barrett. Si les médias sociaux sont l'un des outils utiles à la communication, nous devons les utiliser. »

M. Lambert ajoute : « Ces deux médias offrent des possibilités intéressantes », qui vont de l'information sur les missions commerciales diffusées sur Facebook aux gazouillis sur l'éducation et l'immigration. « Ces outils nous procurent un nouveau moyen de dialoguer avec les gens. »

Les deux ambassadeurs participant à ce projet pilote se sont lancés dans cette aventure numérique en décembre. Ils diffusent trois ou quatre gazouillis par semaine avec le soutien du personnel de leur mission. Le contenu — en français, en anglais et dans la langue des pays hôtes — comprend des vœux à l'occasion des Fêtes, des déclarations sur les politiques du gouvernement du Canada et un suivi des activités des ambassades.

Le conseiller à la Direction générale des communications du MAECI, Evan Potter, soutient que les médias sociaux constituent un nouveau moyen de communiquer le message et qu'ils ciblent les jeunes, c'est-à-dire les décideurs de demain.

« Nous tentons d'aller à la rencontre des générations qui nous succéderont et de leur faire connaître le Canada, et pour cela nous devons les joindre là où elles se trouvent », affirme Evan, professeur en communication à l'Université d'Ottawa et auteur de *Branding Canada*. Selon lui, pour que la « diplomatie numérique » soit efficace, il importe de veiller à ce que le contenu, comme les gazouillis, atteigne une masse critique et de déterminer qui le consulte régulièrement.

« L'époque dans laquelle nous vivons se caractérise par une augmentation sans précédent des moyens d'expression dans l'histoire de l'humanité », précise-t-il.

Pour sa part, la directrice adjointe des communications électroniques à la Direction de la planification, de la promotion des intérêts et de l'innovation, Martha McLean, souligne que les deux « ambassadeurs numériques » et quelques missions, comme celles de Beijing, de New York et de Washington, qui ont expérimenté les premières utilisations des médias sociaux, aident le MAECI à déterminer la meilleure voie à suivre.

« Ce sont de nouveaux outils à notre disposition, déclare-t-elle. La question est maintenant de savoir ce que nous voulons réaliser avec les médias sociaux », ajoutant

qu'il est important que de tels efforts se concentrent sur l'engagement au niveau local.

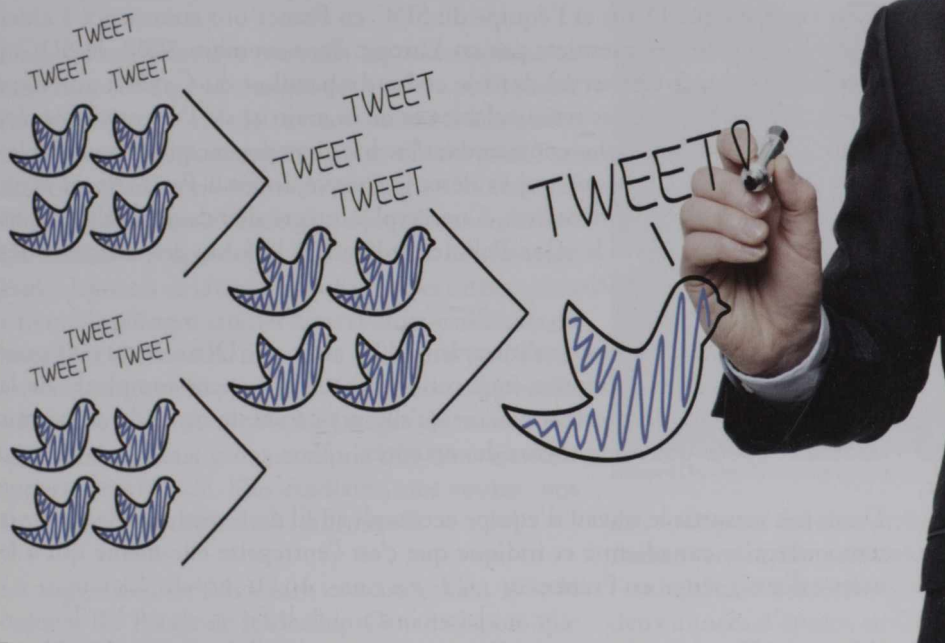
« Le MAECI a encore beaucoup à apprendre », explique Alain Lemay, analyste Web principal à BCI chargé du dossier des médias sociaux. « Bien que nous ayons de l'expérience dans les médias sociaux — plus de 6 600 abonnés nous suivent dans Twitter — les médias sociaux évoluent si rapidement que de suivre le rythme pose un défi constant. Notre utilisation des médias sociaux est également en constante évolution. Au départ, Twitter n'était pour nous qu'un canal pour diffuser nos messages. L'expérience aidant, nous avons pris de l'assurance et avons commencé à échanger dans les deux sens avec nos abonnés, ce qui est, somme toute, l'intérêt réel des médias sociaux. Par exemple, nous avons répondu directement dans Facebook et dans Twitter à des questions sur l'immigration, avons mis en garde des clients contre des fraudes concernant les visas, avons fourni de l'aide consulaire aux Canadiens au pays ou à l'étranger et avons prévenu des ambassades de menaces potentielles. »

De tels projets pilotes nous permettent de sonder le terrain et de développer des outils et des pratiques exemplaires à partager au sein du MAECI et avec d'autres ministères fédéraux. Ils sont contenus dans notre boîte à outils des médias sociaux à la disposition de tous les employés. Le Ministère travaille aussi à mettre au point une formation pour les employés. Depuis la publication de la Politique sur l'utilisation des médias sociaux (voir l'encadré), plusieurs missions ont communiqué avec les Directions générales des communications (BCD et CSM) pour savoir comment elles peuvent recourir aux médias sociaux pour communiquer avec leurs clients, et d'autres leur emboîteront certainement le pas.

D'autres ministères des Affaires étrangères adoptent, eux aussi, les médias sociaux. À l'heure actuelle, 59 chefs de mission britanniques tiennent un blogue dans le monde, y compris le haut-commissaire du Royaume-Uni au Canada, Andrew Pocock. Par ailleurs, dans le cadre de son initiative « La gouvernance au XXI^e siècle », le département d'État des États-Unis diffuse des notes d'information qui répondent à des questions provenant de ses 10 flux Twitter. L'ambassadeur des États-Unis au Canada, David Jacobson, écrit également abondamment sur son blogue. Plus de 100 ambassades américaines ont une présence sur Facebook, le compte le plus populaire étant celui de Jakarta avec environ 400 000 « amis ».

M. Barrett souligne cependant que l'élaboration de contenu pour les médias sociaux mobilise beaucoup de ressources et suscite d'autres préoccupations, comme celles liées à la sécurité. « Il ne suffit pas d'afficher du contenu dans le site Web ou sur son compte Twitter en se disant "Pas mal, hein?" » Parallèlement, il faut que ce contenu soit utile et intéressant, ait un caractère personnel, spontané et, dans une certaine mesure, amusant. Enfin, la rapidité de diffusion, cruciale selon lui dans l'univers des médias sociaux, représente toujours un défi pour les communications gouvernementales.

À ce sujet, M. Lambert précise que son ambassade vise la souplesse en ce qui concerne les gazouillis, mais qu'il y a beaucoup à apprendre en peu de temps. « Je ne suis pas un mordu de technologie. » Il se réjouit cependant que ses enfants en âge de fréquenter l'université soient devenus des « amis » de la mission sur



QUELQUES PETITS CONSEILS

Avant d'intervenir dans les médias sociaux, quelle que soit la plateforme choisie, tenez compte des principes directeurs suivants :

- ▶ **Le bon sens est votre meilleur guide :** Ce que vous ne feriez ni à la télévision ni dans d'autres tribunes publiques, ne le faites pas dans les médias sociaux.
- ▶ **Les perceptions sont parfois aussi préjudiciables que la réalité :** En tout temps, veuillez préciser si vous publiez du contenu à titre personnel ou professionnel.
- ▶ **Rien n'est vraiment confidentiel** dans les sites de médias sociaux : Il faut toujours lire les conditions d'utilisation d'un site pour bien comprendre qui est le propriétaire du contenu que vous souhaitez publier.
- ▶ **Il n'est pas possible d'« effacer »** dans Internet : Quand vous publiez, téléchargez ou commentez du contenu, quand vous cliquez sur « J'aime » et envoyez un gazouilli ou quand vous interagissez d'une quelconque façon avec le contenu d'un site, n'oubliez pas que votre contribution demeurera en ligne en permanence.

— Politique du MAECI sur l'utilisation des médias sociaux

L'ART D'UTILISER LES MÉDIAS SOCIAUX

Le MAECI a adopté une nouvelle politique pour guider les employés qui utilisent les médias sociaux à des fins officielles, professionnelles ou personnelles. La *Politique du MAECI sur l'utilisation des médias sociaux* s'applique à tout le personnel et à tous les sous-traitants. À cela s'ajoute une trousse d'outils pour les médias sociaux que l'on peut consulter dans le site intranet du Ministère. Des séances de formation sont également en cours d'élaboration.

Cette politique vise à permettre le dialogue au moyen des médias sociaux de façon à :

- ▶ appuyer les services et les activités du Ministère;
- ▶ promouvoir l'utilisation efficace des ressources en communication;
- ▶ préserver la forme et le fond qui contribuent à la bonne réputation publique du Ministère;
- ▶ se conformer aux politiques et aux obligations juridiques applicables.

Il est important de modifier les comptes de médias sociaux existants qui ne répondent pas aux exigences de la Politique, avec la collaboration des directions générales des communications du MAECI.

Facebook. Sur ce point, il précise que « selon toute apparence, ils n'ont rien à redire de la qualité du site ni de mes interventions ».

Quant à eux, les jumeaux de 12 ans de M. Barrett n'en reviennent pas que leur père envoie des gazouillis sur Twitter, même si son fils Matthew en connaît beaucoup plus que lui sur la technologie. « Il me prodigue déjà ses conseils. »

Vous pouvez suivre les ambassadeurs qui participent au projet pilote sur Twitter : John Barrett à l'adresse twitter.com/CanAmbAustria et James Lambert à l'adresse twitter.com/CanAmbNL, ainsi qu'à l'adresse ministérielle twitter.com/DFAIT_MAECI.

Paris en coulisse

Par Campbell Morrison

En décembre, en France, le prestigieux prix décerné à Anouck Colson, directrice adjointe de SolarWall Europe, une filiale de la société canadienne Conserval Engineering Inc., pour souligner la fabuleuse technologie de chauffage SolarWall, a été le couronnement de la longue et fructueuse relation entre cette entreprise et le Service des délégués commerciaux (SDC) du Canada.

La société était tellement heureuse de son entrée sur le marché européen qu'elle a publié un communiqué faisant état du prix franco-canadien qui lui avait été décerné. Le ministre du Commerce international, Ed Fast, était tout aussi ravi, et le MAECI a également publié un communiqué.

Même si aucun des communiqués n'a mentionné le SDC, le vice-président de Conserval Engineering, Duncan Coutts, a fait ressortir clairement le rôle capital qu'a joué le SDC dans le processus qui a permis à son entreprise d'accéder à un nouveau marché important.

« Merci encore pour tout le soutien extraordinaire que vous avez apporté à nos démarches visant à accéder au marché français », a écrit M. Coutts à Denis Trottier, délégué commercial à l'ambassade du Canada à Paris, le jour de la cérémonie de remise de prix. « Le fait de recevoir ce prix témoigne de l'excellent travail accompli par M^{me} Colson et l'équipe de SolarWall Europe, mais également de votre appui en tant que partenaire depuis le tout début de nos démarches. »



Anouck Colson (à gauche) et le ministre du Commerce international Ed Fast lors de la cérémonie de remise des prix pour les petites et moyennes entreprises en France - photo : MAECI

« Le Service des délégués commerciaux du Canada donne aux petites entreprises la confiance dont elles ont besoin en leur offrant un accès à l'information et à des relations de haut niveau pour leur permettre de partir à la conquête de nouveaux marchés », a-t-il ajouté.

Même si l'entreprise comptait déjà des clients d'envergure au Canada et aux États-Unis pour sa technologie SolarWall, laquelle permet de générer des réductions des dépenses énergétiques à grande échelle en chauffant l'air utilisé pour la ventilation, il s'agissait de sa première incursion sur le marché français.

C'est en 2008 que Denis et l'équipe du SDC en France ont commencé à aider Conserval à faire ses premiers pas en Europe. En novembre 2008, le SDC a prêté main-forte à Conserval dans le cadre du pavillon du Canada au Salon international des énergies renouvelables et de la maîtrise de l'énergie, une des foires internationales les plus connues dans les domaines des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique qui se déroule chaque année à Paris. Après avoir reçu des conseils supplémentaires, Conserval a intégré deux autres salons dans son plan de promotion : le salon Pollutec, à Lyon, et le Salon des maires et des collectivités locales, à Paris.

Le soutien du SDC remonte même avant 2008, alors que Denis et ses collègues se sont assurés que l'entreprise était conforme aux exigences complexes de la France en matière de construction, et qu'elle avait toute la myriade de permis nécessaires pour pouvoir y mener des activités.

Denis fait ressortir le travail d'équipe accompli au fil du temps afin de soutenir une entreprise canadienne et indique que c'est l'entreprise elle-même qui a le mérite d'avoir réussi en France.

« Conserval a un produit éprouvé, et son dossier est solide et prospère. Notre travail consistait à fournir à l'entreprise l'information dont elle avait besoin pour réussir. Il faut donc donner tout le crédit à l'équipe de Conserval, par son ambition, son excellent produit et son courage de sortir de la cour nord-américaine où ses gens ont l'habitude d'évoluer. Tout ce que nous avons fait est d'aider l'entreprise à obtenir tous les renseignements dont elle avait besoin pour faire des affaires ici, en France. »

M. Coutts, quant à lui, voit la chose différemment.

« Le Service des délégués commerciaux a dépassé le cadre de ses obligations pour nous aider à réussir. Sans l'aide de Denis et de son équipe, il nous aurait été impossible, en seulement quelques années, de cerner les obstacles et de les surmonter. Comme notre entreprise était prête à l'exportation, on aurait fini par s'établir sur le marché, mais le processus aurait été plus long et plus coûteux. »

À l'heure actuelle, M. Coutts et Conserval sont à la recherche de nouveaux marchés, et ils frapperont certainement à la porte du SDC lorsqu'ils les auront ciblés.

De l'espoir pour les jeunes



À la suite du séisme et du tsunami dévastateurs qui ont frappé le Japon en mars dernier, le personnel de la mission à Tokyo, avec l'appui d'un groupe d'écoles de langues du Canada, a décidé d'offrir des bourses à de jeunes Japonais afin qu'ils puissent étudier l'anglais ou le français au Canada et profiter du soutien de la communauté internationale envers leur pays.

Les besoins étaient criants : près de 20 000 personnes étaient mortes et de nombreux enfants dans la région touchée avaient perdu un parent ou les deux.

Dans les semaines qui ont suivi les catastrophes, les membres de l'équipe chargée des affaires publiques à l'ambassade du Canada ont commencé à assembler leurs idées. Une suggestion de Jim Clark, président du conseil et propriétaire du Canadian College of English Language à Vancouver, a piqué leur curiosité. Ce dernier a proposé que l'on offre des bourses aux jeunes Japonais de la région touchée par les catastrophes afin qu'ils puissent étudier dans la langue officielle de leur choix au Canada. Depuis sa création il y a 20 ans, son école a accueilli plus de 5 000 étudiants japonais. « Lorsque nous avons vu les images du tsunami à la télévision, nous avons compris que nous devons apporter notre aide. Nos étudiants, nos voisins, nos amis étaient en difficulté », affirme-t-il.

La suggestion de M. Clark concorde bien avec le mandat du Fonds de leadership Canada-Japon, que l'ambassade a mis sur pied en 2009 pour souligner le 80^e anniversaire des relations diplomatiques entre le Canada et le Japon. « Mais, surtout, cela a permis de satisfaire certains des besoins psychologiques des jeunes à la suite du tsunami, en leur offrant un refuge et un oasis de paix dans la foulée de la catastrophe », précise Christine Nakamura, alors conseillère à la Section des affaires publiques de l'ambassade.

L'ambassade a servi d'intermédiaire dans le cadre de ce projet, qui a donné lieu à une véritable collaboration entre le Japon et le Canada. L'organisme Langues Canada, qui représente 165 écoles de langues à l'échelle du pays, était plus que disposé à soutenir l'idée de Jim Clark : il a supprimé les frais de scolarité pour les étudiants japonais et fait en sorte qu'ils soient logés gratuitement — habituellement dans des maisons privées, mais parfois dans des dortoirs aménagés dans des écoles.

D'autres parties ont apporté leur soutien : Air Canada a offert de réduire les tarifs aériens pour les étudiants; Samantha Thavasa Japan Limited, fabricant d'articles



Nozomi Onodera (première rangée, au centre) avec des collègues étudiants à Vancouver

de mode pour femmes, a fourni 15 millions de yens (185 000 \$) pour subventionner ces tarifs, principalement parce que le président-directeur général de l'entreprise, Kazumasa Terada, attribue une grande partie de son succès à ses deux années d'études au Canada; et Guard.me, compagnie d'assurance affiliée à Langues Canada, a offert une assurance voyage gratuite.

Lorsque l'ambassade a lancé un appel de candidatures — réservé aux citoyens japonais de 15 à 30 ans qui avaient perdu un membre de leur famille, leur maison ou leur emploi, ou qui avaient été évacués en raison de la situation d'urgence nucléaire à Fukushima — des centaines de jeunes Japonais ont répondu. À l'aide des renseignements figurant sur les demandes, le personnel de l'ambassade a fait le lien entre les personnes retenues et les écoles participantes dans l'ensemble du Canada. À la fin du programme, un total de 150 étudiants se seront rendus au Canada. Jusqu'à maintenant, 98 étudiants sont venus au pays et y ont étudié pendant un mois en moyenne. Les personnes intéressées doivent soumettre une demande en vue d'obtenir l'un des 52 stages restants, au cours des prochaines semaines.

Nozomi Onodera, qui a perdu sa mère lors du tsunami, n'oubliera jamais sa visite au Canada. Non seulement ses études à Vancouver lui ont donné l'occasion d'améliorer son anglais, mais elle a le sentiment que sa rencontre avec les membres de sa famille hôte lui a permis de panser ses plaies. « Lorsque je leur ai parlé de la catastrophe, ils ont partagé mon expérience comme si c'était la leur et ils ont pleuré avec moi — j'ai ressenti un grand soulagement. » Elle utilisera ses connaissances améliorées de l'anglais lorsque viendra le temps de rédiger des documents scientifiques dans son domaine de spécialisation, le développement neurologique. Elle espère aussi revenir au Canada un jour afin de mener des recherches dans ce domaine.

Une question de traduction ▶

ترجمة



L'interprète et le conseiller culturel Khalil Hotaki, qui a mis sa vie en danger à d'innombrables reprises pour servir le Canada.
photo : courtoisie de Jess Dutton

Le travail d'interprète et de traducteur dans une mission à l'étranger peut être exigeant. Il faut rendre clairement un large éventail de communications d'une importance cruciale pour la plupart des événements qui s'y produisent. Toutefois, le faire sur fond de conflits meurtriers et dans des cultures complexes décuple la difficulté.

Personne n'est mieux qualifié en ce domaine que Khalil Hotaki, qui travaille depuis ces six dernières années comme interprète et conseiller culturel recruté sur place. Il a d'abord été affecté à la mission du Canada à Kandahar et travaille maintenant à Kaboul.

Khalil, âgé de 34 ans, est né à Kandahar, où son père travaillait comme juge. Alors qu'il n'a que deux ans, les communistes renversent le gouvernement et les Soviétiques envahissent le pays. Son père est alors arrêté. La famille déménage à Kaboul, où le père est libéré de prison six mois plus tard.

Khalil a grandi à Kaboul, où la sécurité se détériorait constamment, en raison de la guerre civile entre les moudjahidines. Enfin, en 1993, à l'arrivée des talibans au pouvoir, la famille s'enfuit au Pakistan. Pendant neuf ans, les Hotaki vivent comme des réfugiés à Peshawar, avant de retourner à Kaboul en 2002.

Ces années de bouleversements ont été préjudiciables à la carrière de Khalil. Il avait espéré étudier le droit, poursuivre les traces de son père, et travailler comme juge ou procureur. Toutefois, il était impossible pour les réfugiés afghans au Pakistan de faire des études supérieures. De retour en Afghanistan, il a mis à profit sa maîtrise de l'anglais, qu'il avait appris comme élève à Kaboul, puis à Peshawar. C'est ainsi qu'il est devenu professeur d'anglais et interprète des deux langues officielles de son pays, le pachoune et le dari. En 2005, lorsqu'il a appris que le Canada recherchait des interprètes, notamment en raison du rôle grandissant des Forces canadiennes et du personnel civil canadien au sein de l'Équipe provinciale de reconstruction de Kandahar (EPRK), il a sauté sur l'occasion.

Comme il était célibataire et qu'il ne vivait pas à Kandahar, il a habité avec les membres de l'EPRK, dans une chambre du complexe du Camp Nathan Smith. De cette façon, il était disponible après les heures normales, notamment pour les patrouilles de nuit.

Khalil a mis à profit sa connaissance approfondie de la culture afghane, acquise sous l'influence de son père, qui avait travaillé dans 13 provinces et avait dû s'adapter aux dynamiques, aux coutumes et aux traditions des tribus et des groupes ethniques qui peuplent le pays. Grâce à cette expertise culturelle, on lui

a demandé de travailler avec les commandants et les directeurs civils de l'EPRK, et d'aider à des projets à l'appui de la justice, des droits de la personne et de la gouvernance.

Au début du déploiement de l'EPRK, il a travaillé avec Glyn Berry, qui était alors son directeur politique. Il se souvient de la passion, de la curiosité et de l'enthousiasme de ce dernier, particulièrement lors d'un voyage qu'ils ont fait ensemble en décembre 2005 pour rendre visite aux aînés dans le lointain district de Maruf. « Il voulait tout savoir. » Lorsque Glyn a perdu la vie dans un attentat à la voiture piégée, un mois plus tard, « cela a eu l'effet d'un choc et m'a profondément attristé », se souvient Khalil.

La sécurité était une préoccupation de tous les instants. Khalil a effectué plus de 1 500 déplacements autour de Kandahar, pour des patrouilles, des rencontres avec des hauts responsables du gouvernement afghan ou des visites dans des districts éloignés avec des membres de l'EPRK. Toutes les fois où nous revenions au camp, nous avions l'impression « d'avoir survécu à une autre journée », souligne-t-il. « Nous avions le sentiment de revivre lorsque nous revenions sains et saufs. »

En décembre 2007, il a été affecté à une force de réaction rapide qui s'est rendue à bord d'un véhicule blindé léger dans la vallée d'Arghandab, district situé au nord de Kandahar, où la situation était particulièrement difficile. En effet, un engin explosif improvisé (EEI) avait soufflé un véhicule canadien. Ses occupants blessés avaient été évacués par voie aérienne. La force de réaction rapide avait maintenant

pour mission de remorquer le véhicule endommagé jusqu'au camp de l'EPRK ou à l'aérodrome de Kandahar. « Une attaque ou une embuscade des insurgés, voire l'explosion d'un autre EEI, représentait un risque réel », se souvient-il. Roulant aussi vite que possible pour éviter une attaque ennemie, le conducteur a perdu la maîtrise du volant, de sorte que le véhicule a fait un tonneau. Bien que personne n'ait été blessé gravement, Khalil s'est évanoui sous la force de l'impact. « Après quelques minutes, j'ai rouvert les yeux et vu de la fumée autour de moi, y compris quelques soldats et des munitions par-dessus moi », explique Khalil. « Nous avons tous eu beaucoup de chance de survivre à cet accident. »

Dans son travail d'interprète, Khalil a aussi connu des moments plus légers, voire divertissants. Un jour, alors qu'il aidait des membres des Forces canadiennes à fournir un soutien aux élections parlementaires, un sergent a ordonné au convoi dont il faisait partie d'attendre qu'un chien (« dog ») vienne inspecter les véhicules pour détecter la présence de bombes. Toutefois, Khalil a plutôt compris le mot « doc », de sorte qu'il a prévenu le commandant afghan qu'un médecin allait venir. « Il a été très surpris quand il a vu arriver le chien en question. »

La vie à Kandahar comportait sa part de stress, surtout parce que Khalil devait retourner à Kaboul pour s'occuper de ses parents âgés. Peu après, il s'est également marié, même si ce mariage avait été arrangé par ses parents. Il a ensuite eu une petite fille prénommée Shahida. Lorsqu'un poste d'interprète et de traducteur est devenu disponible à la mission de Kaboul, en octobre 2010, il s'est empressé de poser sa candidature.

À Kaboul, sa connaissance de la culture afghane et ses conseils continuent de s'avérer utiles. Il a sauvegardé dans le répertoire commun « I » de la mission un document qui renferme une multitude de conseils sur la vie sociale en Afghanistan, comme la façon de recevoir des invités. On y trouve aussi certaines formules de salutation de base.

Pour Jess Dutton, qui a travaillé avec Khalil de 2009 à 2011, alors qu'il était directeur de l'EPRK et chef de mission adjoint à Kaboul, son assiduité au travail et son dévouement étaient indispensables. « Il était une source de connaissances sur la culture afghane et un interprète extraordinaire, qui a mis maintes fois sa vie en danger pour servir le Canada », souligne Jess, qui est maintenant directeur du Groupe de travail sur la stabilisation et la reconstruction (GTSR).

Khalil est heureux que son nouveau poste à Kaboul lui permette de se familiariser avec la politique nationale, les droits de la personne et la législation afghane, surtout qu'il rêve toujours de devenir juge. « J'aimerais encore avoir la chance d'entrer à la faculté de droit, *inshallah*, c'est mon rêve. »

Selon Khalil, les Canadiens sont tenus en haute estime en Afghanistan en raison des « grands sacrifices et du lourd tribut consentis pour aider les gens de Kandahar. » Il aimerait pouvoir vivre un jour au Canada, où habitent plusieurs de ses amis ainsi que des membres de sa famille. « Le Canada est un pays multiculturel où vivent des gens bien qui ont un niveau de vie confortable. »

Dans l'intervalle, il aime bien Kaboul, où il est près de sa famille et davantage à l'abri du danger. Il n'oubliera cependant jamais les années passées à Kandahar ni le rôle qu'il y a joué, à un moment spécial de l'histoire militaire et diplomatique du Canada.



Jess Dutton (à gauche) et Khalil Hotaki
photo : courtoisie de Jess Dutton

Agir localement, penser globalement

Entre pêcher au large de l'île de Mindanao à l'extrémité sud de l'archipel des Philippines et mendier dans les rues de Manille, il y a tout un monde. On les appelle les « gitans de la mer » : ce sont les Bajau, une tribu indigène connue pour son mode de vie nomade. Chassés de Mindanao par les conflits et la pêche commerciale, ils se retrouvent aujourd'hui dispersés dans la Luçon centrale, dans le Nord, sans foyer, sans emploi, sans école pour leurs enfants.

Grâce au Fonds canadien d'initiatives locales (FCIL), l'ambassade du Canada aux Philippines a pu pourvoir aux besoins essentiels d'une communauté de 142 Bajau établis dans un campement de fortune en banlieue de Manille : aide alimentaire, instruction, sensibilisation à la santé maternelle et infantile, et formation en vue de trouver une nouvelle façon de subvenir à ses besoins.

L'ambassadeur du Canada aux Philippines, Christopher Thornley, raconte que les Bajau vivaient auparavant sous un pont dans la province de Pampanga, d'où ils se rendaient mendier dans les rues de la capitale. En octobre dernier, deux typhons ont provoqué des crues subites qui ont emporté leurs abris précaires.



Le peuple Bajau des Philippines
photos : Ed Villanueva

« Ces gens-là sont les plus pauvres parmi les pauvres ici, dit-il. Le projet des Bajau est taillé sur mesure pour le FCIL. »

Le Fonds permet à 62 missions dans le monde de financer de petits projets d'une valeur de 15 millions de dollars dans des secteurs prioritaires tels que le développement économique, la sécurité alimentaire, les jeunes, la promotion de la démocratie et le maintien de la sécurité et de la stabilité.

À compter d'avril, l'administration du FCIL sera transférée de l'Agence canadienne de développement international au MAECI. René Cremonese, directeur de la Planification, de la promotion des intérêts et de l'innovation au MAECI, estime que le Fonds pourra ainsi devenir un outil plus stratégique au service des objectifs de la politique étrangère et des intérêts du Canada.

L'an dernier, 420 000 \$ provenant du Fonds ont été affectés à 12 projets dans les Philippines; au total, 180 projets avaient présenté une demande de contribution, souligne Francis Bacaron, coordonnateur local du FCIL.

Le projet d'assistance de 27 000 \$ aux Bajau s'est déroulé de juillet à décembre dernier, en partenariat avec une organisation non gouvernementale locale, le God's Love for Indigents Ministry. « Autrefois une fière tribu, les Bajau ont été relégués aux marges de la société, explique Francis. Ils ont pu bénéficier de cours d'alphabétisation et d'une formation en confection de tapis, en fabrication de bijoux et en jardinage. »

Selon Francis, le soutien de l'ambassade met en valeur les Bajau et les aide à s'intégrer à l'ensemble de la société. Déjà, ils connaissent du succès, certains des enfants bajau ayant été admis à l'école.

« Les messages que fait passer un programme comme celui-ci sont ceux-là même que le Canada veut transmettre, affirme M. Thornley, soit nos valeurs de solidarité sociale, notre souci d'une répartition équitable de la richesse et notre désir de donner aux gens la chance de réussir. »

Il ajoute que le soutien au groupe autochtone se rattache également aux droits de la personne et à la sécurité. Il s'agit en effet de travailler avec les gouvernements locaux en vue d'assurer aux Bajau un logement permanent et de favoriser leur insertion sociale.

M. Thornley souligne que les 180 employés de l'ambassade consacrent souvent du temps à des travaux de développement communautaire à titre bénévole. Le comité de bénévolat travaille parfois aux côtés d'entreprises canadiennes qui ont des activités dans les Philippines. Ces efforts philanthropiques favorisent beaucoup l'esprit de corps et constituent une autre façon de contribuer au rayonnement des valeurs canadiennes.

Lors d'une récente visite aux Bajau, l'ambassadeur dit avoir été ému de constater la façon dont une contribution même modeste peut améliorer concrètement la qualité de vie des gens. « C'est très valorisant », conclut-il.

Les chefs de pratiques mondiales : le point de vue du secteur privé

Par Campbell Morrison

Rich Neill est chef de la Pratique mondiale du secteur de l'aérospatiale du MAECI. À Los Angeles, en Californie, il a assisté à une conférence où, en compagnie de délégués commerciaux, il a rencontré des représentants d'une entreprise aérospatiale américaine qui cherchait une pièce spécialisée d'un moule en aluminium. S'appuyant sur l'expérience qu'il a acquise en tant que cadre supérieur dans le secteur privé, Rich a suggéré que lui-même et les délégués commerciaux visitent l'entreprise pour obtenir plus de détails — beaucoup plus de détails. Il fallait comprendre exactement ce dont avait besoin l'entreprise avant de trouver une société canadienne qui pouvait répondre à ses besoins.

Après avoir obtenu les renseignements nécessaires, Rich et les délégués commerciaux ont été en mesure de réduire le nombre de fournisseurs canadiens éventuels, faisant passer celui-ci de 30 à une demi-douzaine. En fin de compte, le contrat a été octroyé à une entreprise de la Colombie-Britannique.

Toutefois, en tant qu'ancien PDG de Magellan Aerospace et ancien titulaire d'un poste de direction à Rolls Royce et à General Electric, Rich fait bien plus que donner des conseils aux délégués commerciaux. En compagnie de son collègue Dale Hunt, qui a acquis de l'expérience au sein de plus petites entreprises aérospatiales, il offre un sens de direction fondé sur des décennies d'expérience dans le secteur privé. Tous deux coprésident le conseil consultatif de l'aérospatiale, lequel se compose principalement de dirigeants du secteur privé.

« Par le biais du conseil consultatif, Rich et Dale orientent la stratégie aérospatiale du MAECI, affirme le directeur adjoint de la Pratique du secteur de l'aérospatiale, Gregory Rust. Ils possèdent tous deux une vaste expérience et un vocabulaire étendu et, plus important encore, des connaissances approfondies. En tant que spécialistes du génie en entreprise, ils savent comment communiquer de l'information de manière à donner aux entreprises aérospatiales canadiennes, ainsi qu'à nous-mêmes, une plus grande confiance en notre capacité de travailler et de réussir ensemble. »

Selon un sondage mené auprès des délégués commerciaux, les chefs de pratiques mondiales possèdent un savoir riche et vaste et connaissent extrêmement bien leur industrie. Ce faisant, ils peuvent fournir des renseignements sur le secteur et apporter de la crédibilité lors des réunions avec les clients, et inciter des clients à fort potentiel à recourir au Service des délégués commerciaux (SDC).

« Je crois que nous aidons le SDC en mettant l'accent sur les capacités canadiennes, estime Rich. Comme nous l'avons fait en Californie, nous devons étudier chaque cas attentivement et cerner les compétences que l'on trouve dans les secteurs canadiens, afin que nous puissions assurer un jumelage optimal de ces compétences aux besoins précis liés à la demande mondiale. »

Outre le secteur de l'aérospatiale, on trouve un chef de pratique mondiale dans quatre autres secteurs prometteurs du MAECI : les technologies de l'information et des communications, les technologies propres, l'infrastructure et les sciences de la vie. Un conseil consultatif a été créé pour chacun de ces secteurs; ces conseils sont chargés d'assurer la liaison entre les secteurs public et privé et de donner des conseils stratégiques au MAECI.

« Il faut nouer des relations étroites avec les clients et bien les comprendre, afin que nous puissions leur fournir ce dont ils ont besoin et non pas ce que nous pensons dont ils ont besoin », affirme Denis Connor, chef de la Pratique mondiale du secteur des technologies propres et ancien cadre supérieur au sein de sociétés de premier plan comme Bell Labs et Bell Northern Research. Le niveau de connaissances qu'ils apportent au SDC est essentiel. « Puisque les ressources sont toujours limitées, nous devons choisir les secteurs qui offrent le plus grand nombre de débouchés. C'est exactement ce qu'il faut faire. »

Le point de vue unique des chefs de pratiques mondiales et des conseils consultatifs s'ajoute aux autres outils disponibles qui permettent au Service des délégués commerciaux d'offrir un excellent service aux entreprises canadiennes.

« Nous voulons inculquer aux délégués commerciaux le plus de connaissances possible au sujet d'un secteur en particulier, affirme le directeur général des Occasions d'affaires mondiales, Peter MacArthur. Notre collaboration avec des cadres supérieurs chevronnés nous aide à mieux comprendre les intérêts, les besoins et les attentes du secteur privé, ce qui nous permet d'offrir aux entreprises privées les meilleurs services possible. La richesse des conseils que nous recevons des chefs de pratiques mondiales est inestimable pour notre capacité à prêter main-forte à nos collègues à l'étranger. »



Le chef de la Pratique mondiale du secteur de l'aérospatiale Rich Neill (deuxième à partir de la gauche) préside la réunion annuelle du Conseil consultatif du secteur de l'aérospatiale le 14 septembre 2011.

Une amitié indéfectible

Nous sommes fiers d'être Canadiens et souvent nous avons tendance à nous attarder aux différences entre notre pays et le géant qui est notre voisin au sud. Il existe effectivement des différences importantes et notables, mais comme le disait si bien John Adams, l'un des pères fondateurs de la nation américaine, « peu importent nos désirs, nos penchants ou ce que nous imposent nos passions, ils ne changent rien aux faits et à ce qui est avéré. »

Les faits sont les suivants : le Canada et les États-Unis ont en commun des antécédents riches et féconds illustrés par une gouvernance démocratique, des partenariats économiques et des liens culturels. Forts de deux siècles de voisinage amical, ils partagent la plus longue frontière non militarisée sur la planète, et sont les plus grands partenaires commerciaux au monde. Ces liens particuliers sont très étendus et constituent un exemple de relations positives pour toute la communauté internationale.

En hommage aux relations canado-américaines, *Notre Monde* présente avec grand plaisir une série d'initiatives et d'activités appuyée par notre Ministère, qui ont contribué à renforcer les liens déjà exemplaires entre nos deux grands pays.



Le consul général Martin Loken salue l'accueil chaleureux de la Chambre des représentants du Dakota du Nord.
photo : MAECI

JOURNÉE DU CANADA AU CAPITOLE

En 2010 et 2011, les assemblées législatives de cinq États du Midwest américain ont adopté des résolutions prévoyant des célébrations d'une journée pour souligner leurs liens économiques et sociaux avec le Canada. Le consulat général du Canada à Minneapolis a profité de l'occasion pour mettre en relief l'importance des relations canado-américaines auprès des élus et d'autres dirigeants, et ce, par une démarche sans précédent.

Fer de lance d'activités de la Journée du Canada au Capitole de chaque État de son territoire, soit le Minnesota, l'Iowa, le Nebraska, le Dakota du Nord et le Dakota du Sud, le consulat a entrepris de rappeler des faits que l'on oublie souvent en raison du caractère amical et familier des relations entre nos deux pays.

« Le Canada est de loin le plus important client de tout ce que vous vendez dans le monde », a déclaré le consul général Martin Loken, premier diplomate canadien en titre dans la région nord du Midwest, alors qu'il s'adressait à une assemblée conjointe de la Chambre et du Sénat du Minnesota. « En fait, le Minnesota est l'un des 36 États de l'Union pour qui le Canada constitue le plus important marché international. »

Trois autres États ont accordé à M. Loken le rare privilège de s'adresser officiellement à leur assemblée législative. Chaleureusement accueilli et ovationné par chaque assemblée, il a rappelé les paroles du président John F. Kennedy dans une allocution prononcée devant le Parlement canadien en 1961 :

« La géographie a fait de nous des voisins. L'histoire a fait de nous des amis. L'économie a fait de nous des partenaires. Et la nécessité a fait de nous des alliés. Que nul ne tente de diviser ceux que la nature a ainsi réunis. »

Un peu partout aux États-Unis, d'autres consulats généraux se sont associés avec succès à des États lors d'initiatives similaires de la Journée du Canada, afin de promouvoir la sensibilisation et la bonne volonté, et renforcer le partenariat crucial entre le Canada et les États-Unis.

UNE PRÉSENCE NORDIQUE AU MIDWEST

Bien que les glaces de l'Arctique se trouvent à plus de 1 000 km du Midwest américain, le Minnesota, surnommé État de l'étoile du Nord, possède une riche tradition d'exploration polaire et de travaux scientifiques dans le domaine. Il n'est donc pas surprenant qu'un nouveau lien se soit ajouté à ceux déjà tissés entre le Canada et le Midwest à l'occasion d'un récent symposium sur l'évolution de l'Arctique et portant sur la coopération internationale et le développement.

En partenariat avec la Will Steger Foundation et l'Université du Minnesota, le consulat général de Minneapolis a organisé un événement d'une demi-journée pour se pencher sur les répercussions des changements dans l'Arctique dans des domaines comme le développement économique et social, l'environnement, la diplomatie et la sécurité.

Les conférenciers ont fait l'éloge de la longue tradition de collaboration canado-américaine dans l'Arctique, en mettant l'accent sur la nécessité de préserver et de renforcer cette collaboration, alors même que les nations dans la région font valoir des revendications territoriales au titre de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer.

« Le Canada et les États-Unis ont tout à gagner à collaborer, en poursuivant leur démarche historique », a affirmé le conférencier d'honneur Whitney Lackenbauer, auteur réputé d'ouvrages sur l'Arctique et enseignant à l'Université de Waterloo, en Ontario.

M. Lackenbauer a rappelé également que les peuples autochtones sont les principaux intéressés dans les décisions qui concernent l'Arctique. « Les habitants du Nord vivent sur ce territoire depuis des millénaires. Ils sont les mieux placés pour observer les changements dans la région et leurs points de vue doivent être pris en compte au premier chef. »

Ce propos est revenu tout au long de la journée, renforçant le thème d'une collaboration suivie au bénéfice de tous.

RETOUR AU FOYER

Dans un autre exemple de solide collaboration canado-américaine, les peuples autochtones étaient également au premier plan le printemps dernier alors que l'on a rapatrié les dépouilles de 22 Inuits, lesquelles avaient été retirées il y a plus de 80 ans d'un lieu d'inhumation ancestral sur la côte nord du Labrador.

C'est en 1927 que l'archéologue américain William Duncan Strong avait recueilli ces dépouilles, en vue de réunir des artefacts et des spécimens d'histoire naturelle susceptibles de nous éclairer sur l'origine et le mode de vie du peuple inuit. Les dépouilles avaient été exhumées du cimetière d'une mission morave abandonnée, malgré les objections de la collectivité locale, pour être transportées au Field Museum of Natural History de Chicago, qui les a conservées 84 ans.

L'entente visant à rendre les dépouilles a été l'aboutissement de discussions entre le musée et une délégation du Nunatsiavut, une région du Labrador principalement peuplée par les Inuits, qui a obtenu une certaine autonomie gouvernementale.

Le président du Field Museum, John W. McCarter, a déclaré que « le retour des dépouilles, dans le cadre du programme de rapatriement du musée, était le geste qu'il fallait poser », précisant que leur exhumation il y a tant de décennies « allait à l'encontre des pratiques éthiques de l'archéologie, actuelles comme antérieures ».

Le consulat général du Canada à Chicago s'est fait un point d'honneur d'accueillir la délégation du Nunatsiavut et de faciliter ses rencontres avec les responsables du musée. « Pour une question d'une telle gravité, il nous faisait grand plaisir de faciliter le déroulement de ces importantes consultations », a indiqué la consule générale intérimaire Joanne Lemay.



Cérémonie de réinhumation au Labrador : l'aboutissement de 84 années d'effort par la communauté de Nunatsiavut
photo : MAECI

UN REMERCIEMENT EN FORME D'ARBRE DE NOËL

Chaque année à la mi-novembre, un énorme spécimen de sapin ou d'épinette est abattu quelque part en Nouvelle-Écosse et expédié à Boston pour devenir l'arbre de Noël officiel de la ville. Le 1^{er} décembre, la cérémonie annuelle d'illumination de l'arbre dans le jardin public Boston Common marque le début de la saison de Noël dans la ville.

Le premier arbre a été expédié en 1918 pour témoigner de la gratitude d'Halifax à l'endroit de la ville de Boston; en effet, celle-ci avait apporté une aide généreuse à la suite de l'explosion épouvantable de 1917 dans le port d'Halifax d'un navire chargé d'explosifs du temps de la guerre. Pour venir en aide aux survivants, Boston avait immédiatement envoyé un train transportant du personnel médical, des aliments et des approvisionnements à une ville sous le choc de 2 000 décès, de 9 000 blessés et de milliers d'habitants ayant perdu leur foyer.

Le don d'un arbre en 1918 avait été un événement unique. Or, en 1971, un autre arbre a été envoyé et depuis, la tradition que parraine maintenant le gouvernement de la Nouvelle-Écosse se poursuit chaque année.

L'arbre de l'an dernier, marquant le 40^e anniversaire de la tradition, a été abattu le 15 novembre à l'occasion d'une cérémonie publique à laquelle étaient présents des écoliers et un poète primé de la province. L'épinette blanche de 14 m a ensuite été chargée sur un camion à plate-forme pour se rendre à Boston, où l'attendait une escorte du Service de police de Boston jusqu'au lieu d'installation dans le Boston Common. Des milliers de personnes ont assisté à la cérémonie d'illumination, qui a été télédiffusée dans toute la Nouvelle-Angleterre.

Aux dires du consul général à Boston, Patrick Binns, « l'arbre est un symbole d'appréciation des gens exceptionnels de Boston. Chaque fois que l'arbre est illuminé, il rapproche ces deux collectivités du Canada et de la Nouvelle-Angleterre en renouvelant leur amitié et leurs liens historiques ».

PLANIFICATION D'URGENCE CONCERTÉE

À la suite des séismes dévastateurs au Japon et en Haïti, le Canada et les États-Unis ont dressé des plans en vue de réagir à tout séisme important qui pourrait frapper la région de la baie de San Francisco. En octobre dernier, des experts militaires canadiens en aide humanitaire et en intervention en cas de catastrophe se sont réunis avec un groupe d'experts américains — provenant des forces militaires américaines et de certains gouvernements locaux et d'État — à bord du porte-avions américain *Bonhomme Richard* pour discuter des façons dont les personnels civil et militaire pourraient le mieux collaborer.

Cette rencontre a fait partie des nombreuses activités tenues dans le cadre de la San Francisco Fleet Week (SFFW), un hommage annuel aux forces armées américaines.

La SFFW a offert de nombreuses occasions de souligner l'amitié du Canada et des États-Unis, et de mettre en valeur leur défense continentale intégrée. Ainsi, quatre bâtiments canadiens, les *NCSM Ottawa*, *Saskatoon*, *Nanaimo* et *Brandon*, ont participé à la parade navale le long du front de mer. Lors du spectacle aérien de la SFFW, les spectateurs ont pu apprécier les prouesses acrobatiques des Snowbirds de l'Aviation royale canadienne.

À deux occasions, la consule générale Cassie Doyle et le contre-amiral Nigel Greenwood ont été les hôtes d'activités destinées à cultiver les liens locaux et à mettre en valeur le Canada, soit un dîner privé sur la rive de la baie à l'occasion du spectacle aérien ainsi qu'une réception à bord du *NCSM Ottawa* réunissant près de 300 invités civils et militaires.

« Notre programme de la Fleet Week a contribué grandement à renforcer nos relations avec la collectivité locale et à raffermir à bien des niveaux nos liens avec nos amis américains », a soutenu M^{me} Doyle.

À l'échelle de la planète, bien peu de pays entretiennent des liens aussi étroits et chaleureux que ceux entre les États-Unis et le Canada. Cette relation est si forte et si constante que nous pouvons souvent la tenir pour acquise. De plus, il n'y a rien de mal à la réaffirmer, et le MAECI se fait un plaisir d'aider les Canadiens et les Américains à le faire à l'occasion.



Ci-dessus : L'arbre de 2011 en route vers Boston

À droite : Des employés du consulat avec des membres des Snowbirds, dans le cadre de la San Francisco Fleet Week
photos : MAECI



Une brèche dans le mur de l'impunité

Au Guatemala, la justice au lendemain des atrocités commises pendant la guerre civile semblait n'être qu'un vœu pieux. Mais l'été dernier, la décision historique d'un tribunal à l'encontre des responsables d'un massacre a redonné espoir aux victimes et aux familles qui souhaitent obtenir justice.

En août dernier, devant un tribunal de Guatemala, quatre anciens militaires ont chacun été condamnés à plus de 6 000 ans de prison pour le massacre, en 1982, de 201 habitants du village de Las Dos Erres. À cela s'ajoutent 30 autres années pour crimes commis contre l'humanité. Ces villageois avaient été fusillés ou matraqués à mort, et leurs corps jetés dans un puits.

Avec l'aide du MAECI, une organisation non gouvernementale canadienne, Avocats sans frontières Canada (ASFC), a apporté un soutien essentiel à des avocats et à des groupes de victimes pour ce procès.

Aux yeux de Pascal Paradis, directeur général d'ASFC, dont le siège est situé à Québec, il s'agissait d'un moment sans précédent pour la vérité et la justice. Dans ce tribunal, il a pu voir des centaines de Guatémaltèques se lever d'un bond et s'étreindre.

« Ils attendaient depuis des décennies que justice soit faite. Ce jour-là, une page d'histoire a été écrite et un formidable espoir s'est rallumé. »

En 1982, un bataillon des forces spéciales de l'armée guatémaltèque est entré dans le village de Las Dos Erres et a décimé presque toute la population. Ce n'était là qu'une parmi les centaines d'atrocités de ce genre commises pendant la guerre civile de 1960 à 1996, durant laquelle plus de 200 000 personnes ont été tuées, la plupart vivant dans des régions rurales et des collectivités autochtones. En raison des lacunes du système judiciaire et des mécanismes d'application des lois, les auteurs de ces massacres jouissaient d'une impunité quasi totale.

Dans l'espoir d'ouvrir une brèche dans ce mur d'impunité, ASFC a apporté son soutien au premier cabinet d'avocats guatémaltèque spécialisé dans les cas les plus importants de crimes graves et qui offre une aide juridique gratuite aux groupes les plus vulnérables, tout particulièrement les femmes et les autochtones. Le cabinet d'avocats s'est rapidement gagné la confiance des principaux intervenants du secteur judiciaire et a acquis sa légitimité auprès de ceux-ci. À l'heure actuelle, il se penche sur 23 affaires d'une grande importance pour l'avenir de la justice au Guatemala. En aidant à ce que ces affaires historiques soient traduites devant la justice, ASFC contribue à créer une jurisprudence, à réduire l'impunité et à renforcer la primauté du droit.

Tous ces efforts se sont concrétisés grâce à l'aide du Groupe de travail sur la stabilisation et la reconstruction (GTSR) du MAECI.

« Nous voulons aider les Guatémaltèques à avoir confiance dans leurs institutions judiciaires, affirme l'analyste des programmes du GTSR pour l'Amérique centrale, Nadine Khoury. Nous voulons que des poursuites légales établissent des précédents et démontrent qu'il est possible d'appliquer efficacement les principes de la primauté du droit. »

Dans le cadre du Programme pour la paix et la sécurité mondiales, le GTSR a versé près de 5 millions de dollars depuis 2009 à des projets de promotion du respect



En haut : Des parents des victimes du massacre manifestent à l'extérieur du tribunal. photo : Ana Elisa Samayoa



En bas : Des applaudissements ont retenti dans le tribunal après le verdict. photo : Ana Elisa Samayoa

des droits de la personne et de renforcement des secteurs de la sécurité et de la justice. Le GTSR apporte également son soutien à la gestion du conflit dans la zone frontalière entre le Belize et le Guatemala, tout comme il contribue à la lutte contre la traite de jeunes vulnérables par des réseaux criminels.

Parmi les pays officiellement en paix, le Guatemala est l'un de ceux où la violence est la plus répandue. Il reste encore beaucoup à faire en ce domaine. Mais selon Monica Izaguirre, une employée recrutée sur place de la mission du Canada à Guatemala, les Guatémaltèques reprennent de jour en jour un peu plus confiance.

« Lorsque nous verrons arriver la fin de l'impunité, nous saurons alors que nous pouvons commencer à aller de l'avant; nous pourrions commencer à bâtir un véritable avenir. »

Soutenir la démocratie axée sur le citoyen

Lorsque l'Équateur a réécrit sa constitution en 2008, il a ajouté un tout nouveau groupe d'électeurs et de candidats potentiels sur la scène politique. Ainsi, dès l'âge de 16 ans, les jeunes ont le droit de voter aux élections et, dès l'âge de 18 ans, ils peuvent se porter candidats.

Mais avec le faible taux de participation à la vie politique que l'on constate chez les jeunes Équatoriens — à l'instar de nombreux pays, dont le Canada — il y a beaucoup à faire en vue d'intéresser les adolescents à prendre part au processus démocratique.

La Bolivie, qui a adopté sa nouvelle constitution en 2009, a ajouté un niveau régional de gouvernement, composé de neuf départements dirigés par des gouverneurs et des assemblées. Tous ces nouveaux législateurs doivent maintenant apprendre à exercer leur nouveau rôle, qu'il s'agisse de répondre à une lettre d'un commettant, d'élaborer une constitution régionale ou de gérer les ressources naturelles.

De telles réformes sont synonymes de défis, mais elles apportent aussi la promesse d'une démocratie axée sur le citoyen, un objectif qu'appuie le Canada par l'entremise de l'Unité andine pour la gouvernance démocratique (UAGD). Cette équipe régionale, que le MAECI a créée en 2009, se concentre sur le soutien à la démocratie, l'un des objectifs de notre Stratégie pour les Amériques.

Le bureau central de l'UAGD est situé à Lima, au Pérou, où le Canada est reconnu pour son rôle de chef de file en matière de soutien à la démocratie, notamment lors de la transition de ce pays vers un régime démocratique en 2001. De par son mandat, l'Unité couvre également le Venezuela, la Colombie, l'Équateur et la Bolivie. Elle intervient dans la promotion de la démocratie au moyen d'activités spéciales et de réseautage, prépare régulièrement des analyses politiques, et contribue à la capacité d'intervention d'urgence des missions lorsque surviennent des crises démocratiques. Elle appuie également des projets dans la région grâce à un financement annuel de 500 000 \$ provenant du Programme Glyn Berry, qui fait partie du Fonds pour la paix et la sécurité mondiales.

L'approche thématique unique dans la région andine résulte du programme de transformation du MAECI. L'UAGD est l'une des unités régionales créées à titre de projet pilote dont le mandat porte sur des questions et des domaines particuliers. Une autre de ces unités, axée sur la sécurité, exerce ses activités en Amérique

centrale et dans les Caraïbes; une autre se concentre sur la politique de l'Arctique et est située à Oslo; et une troisième met l'accent sur les questions économiques et est située à Jakarta.

« Il s'agit d'une nouvelle façon de faire de la politique étrangère », déclare Catherine Vézina, qui dirige l'Unité de Lima. Cette équipe compte huit membres, dont certains sont des employés canadiens et d'autres des employés recrutés sur place (ERP), qui travaillent dans les sections politiques des missions où l'Unité exerce ses activités. « Cette approche contribue à faire du Canada un partenaire de la démocratie dans les Amériques qui est mieux informé, plus influent et plus visible. »

Catherine ajoute que la liberté et la démocratie font partie des valeurs fondamentales de la politique étrangère du Canada. Cela signifie de soutenir les institutions et les mécanismes visant à permettre aux citoyens de jouer un rôle accru, soit le processus électoral, le système parlementaire, la société civile, les médias indépendants et les partis politiques.

« Éventuellement, les gens se sentiront interpellés par la possibilité de s'exprimer ou d'influencer les décisions de leur gouvernement », dit-elle.

Catherine indique aussi que l'équipe de l'UAGD favorise la coordination des activités thématiques entre les missions; par exemple, elle produit des rapports sur les tendances régionales. En collaboration étroite avec la Section politique de chaque mission aussi bien qu'avec les gouvernements hôtes et les organisations non gouvernementales (ONG), l'équipe organise des séminaires, des activités spéciales, des expositions, des visites d'experts, des lancements de livres et des projections de films, lesquels soutiennent l'action diplomatique canadienne au chapitre de la démocratie. « Les ERP, qui sont des personnes autonomes et respectées dans leur milieu, y contribuent grandement », précise-t-elle.

La région tire profit de l'expérience du Canada dans la consolidation des institutions démocratiques. En Équateur, par exemple, quelques-unes des idées à la base d'un site Web conçu pour accroître la participation des jeunes au processus électoral proviennent de « L'apathie, c'est plate », un projet canadien qui utilise l'art et la technologie pour sensibiliser les jeunes au processus démocratique.

Toujours en Équateur, « la décision d'abaisser de 18 à 16 ans l'âge requis pour voter et de 25 à 18 ans l'âge requis pour se porter candidat est le fruit de pressions exercées par un mouvement d'adolescents qui se sont exprimés haut et fort », selon Cristhian Parreño, coordonnateur adjoint d'Ágora Democrática, une ONG internationale dont le Canada appuie les programmes.

Parmi les initiatives de l'organisation, mentionnons une étude sur la participation des jeunes et des activités visant à encourager les jeunes à participer à la vie politique, notamment des dialogues intergénérationnels, des séminaires et un espace virtuel qui se veut agréable, attrayant et éducatif. « Nous voulons que la participation des jeunes soit éclairée », souligne M. Parreño.

Terry de Vries, agente de programme pour Ágora Democrática, signale qu'une plus grande participation des jeunes à la vie politique profitera à l'ensemble des électeurs. « Toutefois, il faut d'abord changer cette attitude selon laquelle la politique n'est pas leur truc. Lorsque vous parlez aux jeunes de la politique, ils disent que c'est pour les vieux, ou encore que ce n'est que du bla-bla. »

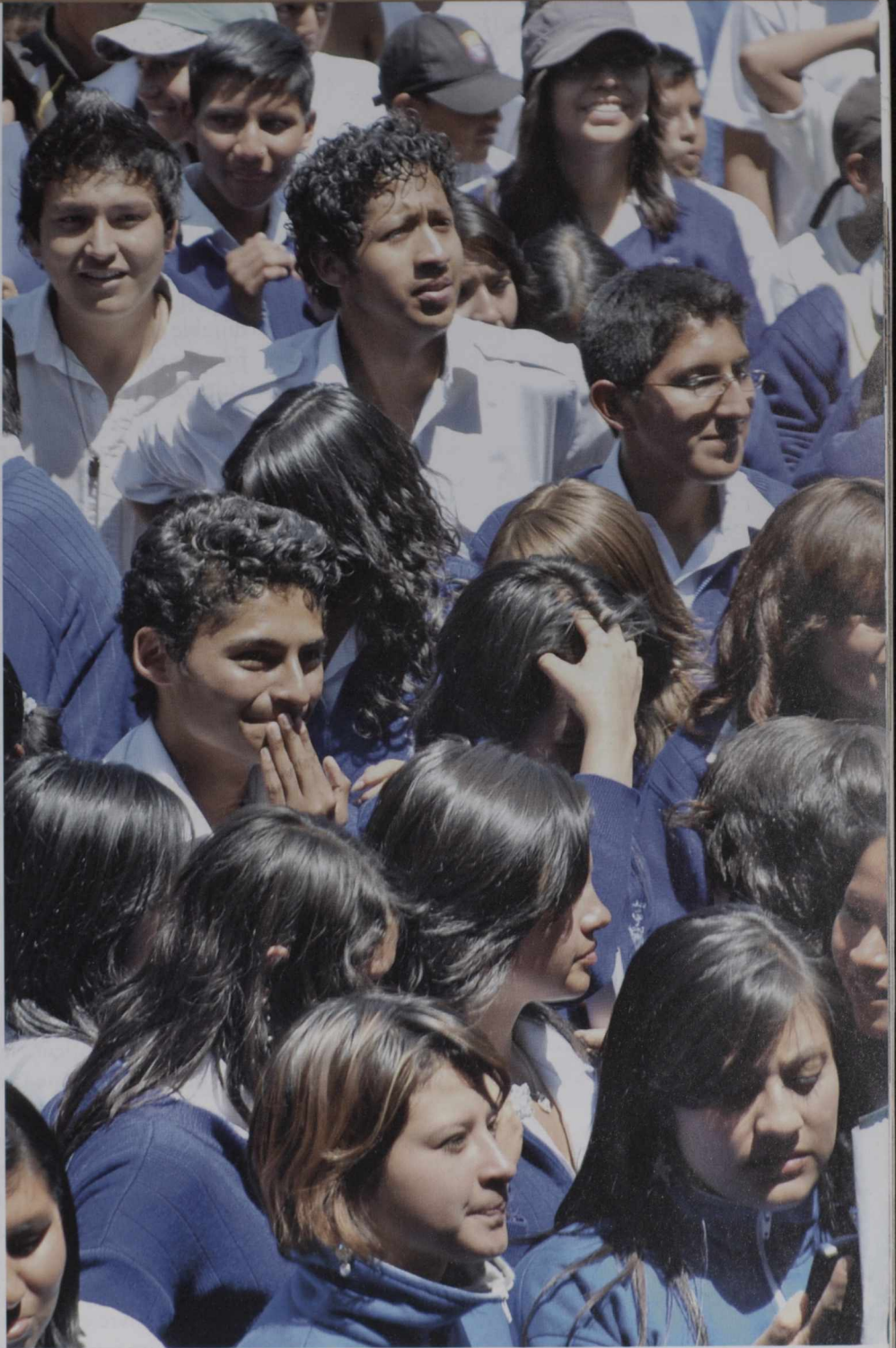


Selon M^{me} De Vries, le gouvernement et les partis politiques équatoriens prennent note du nouvel électorat potentiel (en Équateur, le vote est obligatoire pour les 18 ans et plus et facultatif pour les 16-17 ans). Ágora Democrática espère amener les jeunes à changer d'attitude d'ici la prochaine élection nationale prévue au début de 2013. « Nous avons du pain sur la planche », ajoute-t-elle.

« En Bolivie, le Canada appuie une initiative visant à offrir de l'aide technique, de la formation ainsi que des stratégies et des outils de communication aux assemblées législatives régionales (ALR) », mentionne Marcelo Villafani, agent de programme pour International IDEA, un organisme international situé en Suède qui œuvre dans le domaine de la démocratie et de l'assistance électorale.

Parmi les 267 personnes élues lors des premières élections régionales en 2010, seulement 4 p. 100 avaient déjà occupé un poste législatif. Quelque 53 p. 100 n'ont aucun diplôme secondaire et 20 p. 100 n'ont pas terminé leurs études primaires.

Selon M. Villafani, la réussite éventuelle des ALR aidera les régions à devenir plus autonomes, à exercer un certain contrôle sur leurs ressources naturelles et à mieux représenter leurs citoyens. « Si le gouvernement se rapproche des gens, il pourra réagir plus rapidement et mieux répondre aux besoins des gens dans ces régions », souligne-t-il.



En haut à gauche : Des citoyens de Bogotá prennent part à une exposition extérieure parrainée par l'Unité andine pour la gouvernance démocratique, qui présente des photos des membres du Sénat colombien ainsi que des citations qui révèlent leur point de vue sur la démocratie. *photo* : Robert Max Steenkist

Ci-dessus : Des étudiants assistent à un concert devant l'Assemblée nationale à Quito à l'occasion du lancement d'un site Web pour les jeunes. *photo* : Roberto Noriego

« Cette autonomie est aussi l'objectif que poursuit le Canada avec le projet de l'UAGD », ajoute Bernardo Peredo, un ERP qui exerce les fonctions d'analyste politique pour l'UAGD à La Paz. Bernardo, qui est titulaire d'un doctorat en écologie politique et en gouvernance de l'Université d'Oxford, souligne qu'il est important pour le Canada de comprendre la complexité de la région des Andes.

« Tout n'est pas blanc ou noir; il y a de multiples nuances de gris et il est important de saisir ces nuances » dit-il, en ajoutant que le soutien accordé aux institutions démocratiques, telles que les nouvelles ALR en Bolivie, est essentiel si l'on veut atténuer la pauvreté, favoriser le développement économique et gérer les ressources. « Il est possible de travailler à rapprocher la démocratie des citoyens. »

Justice pour les marginalisés

Is habitent l'une des régions les plus pauvres et les plus isolées de la Colombie, une lisière d'épaisse jungle sur la côte du Pacifique. Pourtant, les petits agriculteurs afro-colombiens membres du conseil communautaire de l'organisation des peuples ruraux du Haut-Atrato (Cocomopoca) ont résisté aux soldats armés, aux forces de guérilla, aux paramilitaires et aux trafiquants de drogue, tout en naviguant dans les méandres d'une vague administration de la justice afin de faire valoir leurs droits sur ces terres ancestrales.

L'automne dernier, l'Institut colombien de développement rural a accordé à quelque 12 500 descendants d'esclaves africains évadés et affranchis, qui s'étaient établis dans le département de Chocó au milieu des années 1800, un titre légal de propriété collective sur 73 000 hectares de territoire.

Cette victoire partielle représente l'aboutissement de 12 années de procédures judiciaires menées avec l'aide du Fonds pour la paix et la sécurité mondiale (FPSM) du MAECI et d'une foule d'autres groupes internationaux, nationaux et locaux.

Le FPSM, qu'administre le Groupe de travail sur la stabilisation et la reconstruction (GTSR) du MAECI, vient en aide aux pays touchés par des conflits armés, ainsi qu'aux États fragiles et qui se relèvent de conflits, pour instaurer une paix durable et renforcer la sécurité et les systèmes judiciaires. « Pour ce faire, le FPSM finance entre autres les services juridiques à l'intention des groupes démunis et vulnérables », souligne Jennifer Peirce, agente de programme du GTSR à Ottawa.

La Colombie a pris des mesures importantes pour assurer la paix et la sécurité, notamment en adoptant un plan exhaustif en matière de justice et d'indemnisation à l'intention des victimes des conflits. Toutefois, le pays est toujours aux prises avec des conflits armés internes qui font rage depuis six décennies et qui touchent les civils. Jennifer estime qu'environ la moitié du budget annuel de 5 millions de dollars du FPSM est consacrée à la justice et aux droits des victimes « en marge de la société », en particulier les groupes autochtones et les femmes.

« Au moyen du FPSM et d'autres programmes, le Canada vient en aide aux victimes faisant valoir leurs droits ainsi qu'au gouvernement de la Colombie afin qu'il mène à bien sa mission difficile qui consiste à concrétiser les politiques ambitieuses relatives à la paix et à la justice. Ces programmes répondent à un impératif humanitaire », souligne-t-elle, en précisant qu'ils affermissent les valeurs que sont le respect des droits de la personne et la primauté du droit.

La constitution colombienne reconnaît depuis 20 ans les droits fonciers ancestraux. Néanmoins, des groupes comme le Cocomopoca ont eu du mal à acquérir leurs titres de propriété.

« Ces gens se sentent impuissants et marginalisés [...] ils ont vraiment besoin de notre appui », soutient Natalia Lopez, un des deux agents de programme du FPSM à la mission du Canada à Bogotá. « Sans justice, aucune paix n'est possible. »

Dans le cas du Cocomopoca, le FPSM a appuyé une organisation non gouvernementale internationale, le Project Counselling Service (PCS), qui travaille auprès de groupes et d'organisations communautaires sur le terrain à Chocó. « Il faut poursuivre la lutte, affirme la directrice générale du PCS, Kimberly Stanton. Il reste encore de gros obstacles à surmonter » — que ce soit les désaccords relatifs à l'utilisation des abondantes ressources naturelles de la région, notamment l'or, le bois d'œuvre et l'eau, ou le fait que le règlement porte sur moins de la moitié du territoire revendiqué par le Cocomopoca et exclut quelque 17 500 membres de la communauté qui ont été contraints de quitter leurs terres.

Selon M^{me} Stanton, l'attention internationale rend les gens conscients de leurs droits et intensifie la pression pour que la situation se règle. « Les victimes et les communautés qui ne sont pas organisées peuvent se faire piétiner », déplore-t-elle, ajoutant que « l'objectif n'est pas seulement de remporter la bataille à l'échelon local, mais d'aider les gens à exercer leurs droits par l'entremise des systèmes judiciaire et politique ».

« Cette affaire et d'autres causes que soutient le Canada créent aussi des précédents juridiques et établissent des exemples concrets que les gens pourront suivre, ajoute Jennifer. Elles ouvrent le chemin pour ceux qui viendront ensuite. »

De nombreux Afro-Colombiens du département de Chocó ont été déplacés en raison du conflit armé prolongé du pays et sont forcés de vivre éloignés de leurs terres ancestrales.
photo : SCIAF





Foreign Affairs and
International Trade Canada

Affaires étrangères et
Commerce international Canada



Canada

OUR WORLD

DFAIT's Employee Magazine
Issue 17—Spring 2012

Canada
in the

World

- 50 years of friendship with Africa
- Empowering revolution with social media
- Prosecuting war criminals in Central America

DOCS
CA1
EA
076
EXF
v.
no. 17
Spr 2012
Copy 2

ABOUT *Our World*

Our World is the Foreign Affairs and International Trade Canada (DFAIT) employee magazine, written by and for DFAIT staff. It is published quarterly by the Foreign Policy and Corporate Communications Division (BCF).

MANAGING EDITORS

Eric Nicholas
Charles Enman
Mary Gooderham

DESIGN & LAYOUT

Michel Pixel
Geneviève Houle

EDITORIAL ADVISORY BOARD

Latifa Belmahdi (BCF)
Debora Brown (BCD)
André-Marc Lanteigne (CSM)

CONTRIBUTING WRITER

Campbell Morrison

INSIDE COVER

A Christmas gift brings a smile to a child in Santiago (see story, page 4).

photo: DFAIT

Visit *Our World Online* on the DFAIT intranet for additional content, special features and guidelines for submissions to the magazine. We encourage you to submit story ideas, articles, photos and comments. Contact us at:

ourworld-notremonde@international.gc.ca.



ISSN 1920-1605 *Our World / Notre Monde*

In This Issue

- 3 Up Front: Taking Canada to the World
- 4 Helping Hands Around the Globe
- 6 Belated Peace in a Troubled Land
- 7 Fifty Years of Friendship
- 8 Freedom of Expression
- 10 Twitter Diplomacy
- 12 Behind the Scenes in Paris
- 13 Hope for Youth
- 14 Found in Translation
- 16 Acting Locally, Thinking Globally
- 17 Global Practice Leads: The Private Sector Perspective
- 18 Friends to the End
- 21 Cracks in the Wall of Impunity
- 22 Supporting Citizen-Focused Democracy
- 24 Justice for Those on the Margins





Up Front: Taking Canada to the World

At the core of every country are deeply held values that shape the character of its citizens and largely define its image in the eyes of the world. Canada, a free and democratic nation of many ethnicities and religions, is known for its peace, security, prosperity and tolerance—and the championing of its core values around the globe.

For well over a century, Canadians have shown a united commitment to uphold what is right, what is just. Canadians have backed this commitment with action, integrity and, at times, great sacrifice.

It is in this spirit that we present the new edition of *Our World*, which highlights DFAIT's success in taking Canada to the world—in the promotion of freedom, democracy, human rights and the rule of law.

In this issue, we feature locally engaged interpreter and cultural advisor Khalil Hotaki, who has put his life at risk countless times while serving Canada in Afghanistan. In the Philippines, we see how our embassy has stepped up to help a community of displaced Bajau receive basic needs such as food, education and training for new livelihoods.

We also celebrate 50 years of Canada-Africa relations with two stories highlighting our department's work in Cameroon and the Democratic Republic of Congo. On the other side of the world, in Guatemala, we see how DFAIT assisted in bringing the authors of a civil war massacre to justice.

Moving north, we highlight several projects and initiatives that have served to strengthen our bond with our closest ally and largest trading partner, the United States. In the digital world, we take an inside look at how social media are changing the way people participate in the political process—and how a group of DFAIT-supported bloggers played a key role in the Arab Spring movement.

Finally, we feature how our missions around the world are expressing their best through generous and innovative charitable work—often in a spirit of fun.

All of these efforts represent only a fraction of our department's exceptional work. As representatives of our vast and great country, we remain committed to upholding Canada's values the world over. Only through our combined efforts can we live up to Lester B. Pearson's prophetic words:

"No other country is in a better position than Canada to go ahead with the evolution of a national purpose devoted to all that is good and noble and excellent in the human spirit."

Eric Nicholas
Mary Gooderham
Charles Enman
Managing Editors

Foreign Affairs and Int. Trade
Affaires étrangères et Commerce int.

MAR 29 2012

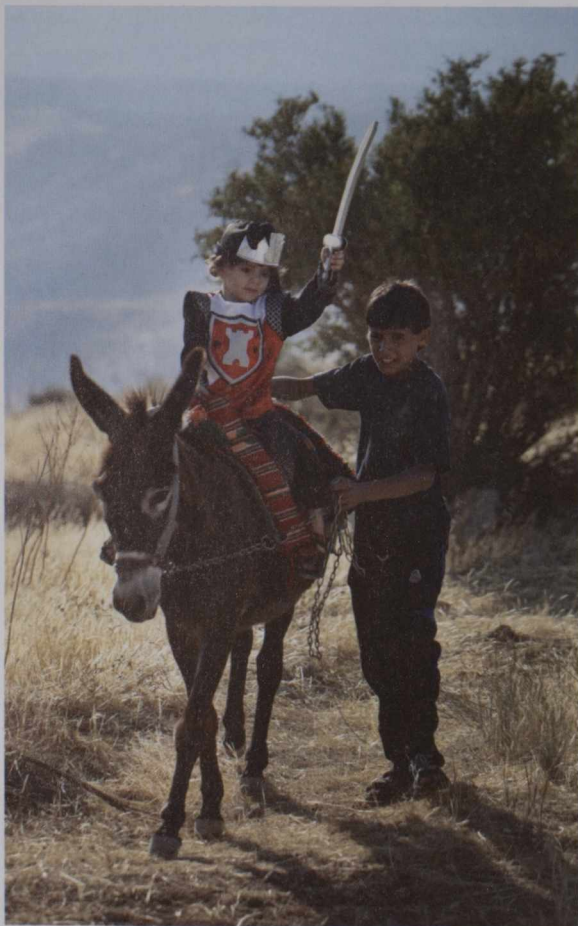
Return to Departmental Library
Retourner à la bibliothèque du Ministère

Helping Hands Around the Globe

It's a busy life, working in our missions around the world—but our staff still find time to express their best through charitable work, doing generous deeds in a spirit of fun.

At the Embassy of Canada in Washington, D.C., there was a lot of fun in the air in early November when the embassy's hockey team went up against the FBI crew at the Kettler Capitals Iceplex, the practice centre of the NHL's Washington Capitals. The score? Seven to five in favour of the FBI—a pill that was easier to swallow thanks to the \$1,400 in charitable funds raised for the United Way through admission, a 50/50 draw and merchandise sales.

The embassy had a lot of other United Way events. Three senior embassy staff and the head of chancery took on four stalwart interns in an Are You Smarter than an Intern? competition. Fielding questions about Canadian history, pop culture and current events, the interns took an early lead but were finally



A Canada Day donkey ride in Jordan
photo: DFAIT

edged by the brass. There was also a Funniest YouTube Video competition in which staff voted on clips submitted by their colleagues. The winner was “Funny Talking Animals.” With more than a dozen activities in all, the embassy raised more than \$67,000.

In Amman, an ocean and a continent away, they held an authentic Canada Day celebration with a distinct Jordanian twist. With artists painting Canadian flags on children's faces, teams competing in tugs-of-war and three-legged races, and chefs serving up poutine, the celebration was certifiably Canadian. But there were plenty of Jordanian touches: donkey rides for the kids, vendors selling honey and olive oil, respite from the sun on Bedouin carpets inside woolen Bedouin tents. Through ticket sales and sponsorships, the embassy raised enough to donate \$5,500 to Jewels, an organization that helps Jordanian women pursue graduate studies in Canada, and \$14,000 to the Royal Botanical Gardens north of Amman, where the celebrations took place.

India may have had its first Movember at the high commission in New Delhi last fall. Nine courageous men grew moustaches to raise awareness of cancer and men's health and to raise funds for the Government of Canada Workplace Charitable Campaign. On November 23, their colleagues bid for the chance to redesign the new moustaches—and the “moustacheers” agreed to sport the new creations for at least 24 hours. Gideon Lundholm, Second Secretary (Political and Economic Affairs), said growing a moustache was “easy in this country—which is in love with upper lip hair—and we were gratified to raise \$3,700 for charity and set a new benchmark for men's facial fashion.”

In Paris, embassy employees invited their colleagues at the Canadian missions to the Organisation for Economic Co-operation and Development and UNESCO to join in raising money and choosing a charity to support. They sold used items, held bake sales and draws, had wine tastings, showed a film—all traditional activities in support of an unusual cause. *Le Rire Médecin*, which received a cheque for \$13,353 from Ambassador Marc Lortie, trains clowns to entertain children in hospitals, reminding them they can have laughter and fantasy even when ill and away from home.

When employees at the high commission in Canberra wanted to help a staffer go off to Vanuatu on an Australian youth volunteer program, they knew what to do. They'd have an evening of auto racing at the Parkway Hills Raceway—and thus was born the Canadian High Commission Classic.

You won't read about the Classic in *Autosport* magazine. The Parkway Hills Raceway is a 20-metre course set up in the garage of Bruce Ferguson, the high commission's handyman. The racers are electric model race cars that Ferguson, a 40-year veteran of the sport, has made himself, with NASCAR-style stock cars nudging lanes with muscle cars and other models. It was a classy event, with fines for reckless driving and swearing. And, with racers and spectators both paying admission, two hours of track-hugging laps brought in \$850 to help administrative assistant Georgina Heyward pay for her trip to Vanuatu,



which began in mid-March. During her six months there, she will help set up a sports program at an elementary school on the island nation 1,700 km east of Australia.

For Christmas, the staff at the Canadian San Salvador mission, using personal funds, bought toys for underprivileged children in Usulután, a town 90 km east of the capital. Some 60 children were waiting with their parents at a spot set up by the El Salvador Salvation Army, which arranged the event as part of its Tree of Life program. Consul Bronson Borst remembers the joy he felt as every child's face lit up as they received a gift: "The boys and girls were just thrilled, some running off excitedly before we could even take their pictures. It was a day that reinvigorated my faith in the impact we can have on the lives of others."

For 17 years, the embassy in Santiago has been supporting underprivileged children at a daycare centre in the Chilean capital. The Aldea Mis Amigos centre, which is run by Sister Hélène Gagnon of the Congrégation du Bon Conseil in Chicoutimi, Que., offers classes and meals to young children whose parents—often single mothers working seasonally in precarious jobs—are away from home during the day. Besides relative poverty, the neighbourhood has problems of violence, alcohol and drugs.

At Christmas, each embassy employee buys presents and clothing for a child at the centre—gifts that often add immeasurably to the children's holiday celebrations. The embassy offers books to the centre, as well as used computers for the computer room.



This year, through a silent auction, a photo competition, and the sale of tickets offered to the ambassador for concerts by such Canadian artists as Justin Bieber and Avril Lavigne, staff raised more than \$2,000 to buy supplies and books and to pay for swimming classes and other sports activities for the children.

"We are always delighted to bring help and happiness to the children and their families," says Trade Commissioner Renée Plouffe. "Even after 17 years, it provides personal rewards that we look forward to each year."

Above left: Canada Day in Jordan
photo: DFAIT

Above right: Jordanian women selling preserves, honey and olive oil on Canada Day
photo: DFAIT

Lower left: Thrills at the Parkway Hills Raceway in Canberra
photo: Joel Cléroux/ DFAIT

Lower right: Gideon Lundholm's Mover in New Delhi
photo: DFAIT

Belated Peace in a Troubled Land

After decades of despotism, corruption and war, the Democratic Republic of Congo is slowly making its way to peace and stability—and Canada is a strong player among those nations offering help along the road.

Though geology has been kind to the Democratic Republic of Congo (DRC)—it is more richly endowed with natural resources than any other country in Africa—history has delivered mostly cruel blows. The colonial period was brutal, the ascent of Mobutu Sese Seko to power in the mid-1960s ushered in three decades of authoritarian rule and corruption, and the war that followed his 1997 departure was the most lethal since the Second World War, leaving more than 5 million dead, mostly from disease and malnutrition.

And the problems continue. Though the war ended in 2003, there is still a lot of violence in the eastern regions, where armed groups are unreconciled to the central government, sexual violence against women persists, and exploitation of minerals provides funds to fuel the ongoing insurgency.

Though the road to stability and peace is fraught, its end point is simple. “The main requirement is to increase the capacity of the state to enforce

the rule of law throughout the DRC,” explains Kadia Gassama, program analyst for the DRC in the department’s Stabilization and Reconstruction Task Force (START).

To this end, the justice system must be strengthened; conflicts that remain from the war era must be resolved, particularly for displaced people returning to their homes; and the use of mineral wealth to support insurgent activities must be curtailed. DFAIT has been helping on all of these fronts. Since 2009, START has disbursed more than \$4 million annually to help improve life in the DRC.

START’s initiatives include the funding of prosecution-support cells, which mentor the work of Congolese military police and prosecutors and raise it to an international level. Canada’s funding, at \$2.9 million, is among the highest of any nation’s. This improvement in the military justice system is important, since undisciplined elements of the armed forces commit many of the human rights violations. Canada is well suited to help because it shares French as an official language with the DRC, and it is seen as an honest broker, particularly since it never had any colonies.

The return of millions of people displaced by war is causing many conflicts between them and the people who have taken over their homes and land. One of START’s major initiatives is to fund local mediation efforts to resolve many of these disputes.

The insurgents have supported their activities through the sale of valuable minerals, including gold, tin, tantalum and tungsten. To reduce this flow, START has supported trading centres where miners within a 25-km radius can sell their ores without interference from armed groups. As Mora Johnson, a senior advisor in the Human Rights and Governance Policy Division, points out, “When armed groups have illicit revenues from mineral exploitation, armed conflicts are lengthened and there is more motivation to spoil all efforts at achieving peace.”

To further undermine the insurgents, one must stop the flow of illicit minerals—anywhere along the supply chain. Protocols are needed to certify the provenance of clean minerals right up to the Western companies that use them—and DFAIT has supported the efforts of regional governments and of the Organisation for Economic Co-operation and Development to develop them.

When will peace and stability come to this huge country, similar in size to Western Europe? Pierre Lantoin, desk officer for Africa’s Great Lakes Region, can’t predict. “But improvement has been happening over the past 10 years—and we’re glad to be part of this important process.”



Kadia Gassama of DFAIT interviews a group of women in the eastern region of the Democratic Republic of the Congo.
photo: DFAIT

Fifty Years of Friendship

This year, Canada is celebrating the 50th anniversary of diplomatic relations with many African nations—among them Cameroon, a country with whom our ties of friendship and trade are growing steadily.

Canada and Cameroon have had diplomatic relations since 1962. The two countries enjoy high levels of trade, with Cameroon now Canada's second-largest export market in Central Africa. Both are members of the Commonwealth and La Francophonie. And both wish to see democratic values, human rights, good governance, stability and prosperity take firm root in the region.

Some of the deepest initial connections between the two countries resulted from the work of Catholic missionaries in Cameroon. As High Commissioner Benoit Pierre Laramée and Political Counsellor Louis-Philippe Sylvestre note in a recent paper, "The work of these missionaries, particularly in the establishment of educational institutions, helped cement a deep relationship between Canada and Cameroon."

One of the most prominent of those missionaries was Paul-Émile Cardinal Léger, the Quebec-born priest who was named a cardinal by Pope Pius XII in 1952. His brother, Jules Léger, was at one time Canada's undersecretary of state for foreign affairs and later became governor general of Canada.

In 1967, Cardinal Léger, then serving as archbishop of Montréal, announced that he was resigning as archbishop and going to Cameroon to do missionary work in Yaoundé, the capital. There, he intended to help persons suffering from leprosy and children with disabilities. As he told people astonished by his decision, "God wanted not only words from me, but actions."

Léger committed himself to improving the well-being of people in Cameroon. One of his greatest achievements was the establishment in 1972 of the National Centre for the Rehabilitation of Disabled Persons in Yaoundé, which addressed, among other things, the rehabilitation needs of people with polio.

The centre has grown over the past four decades to now include 15 buildings on its campus. Léger also established a hospital for persons suffering from leprosy in Yaoundé. Other Catholic missionaries established schools in Cameroon, mostly focused on primary and vocational education.

Apart from education, Canada has helped Cameroon in the management of its forestry sector, especially to ensure that forests are harvested sustainably. Both countries also have a long history of development cooperation. One current example of how Canada is making a difference is the funding by the Canadian International Development Agency of a micro-finance system to help disadvantaged women establish small businesses.

Canadian companies are finding congenial hosts in Cameroon. Rio Tinto Alcan, for example, is part owner of an aluminum smelter in Edéa, in partnership with the Cameroon government, and is also building a 1,000-MW hydroelectric dam to power a new smelter planned for the port of Kribi. Bombardier Inc. of Montréal has built many of the locomotives that move freight traffic along the country's railroads.

Cameroon has had two presidents since independence in 1960, and both made visits to Canada as a gesture of appreciation for the friendship between the two countries. During his 1982 visit, Cameroon's first president, Ahmadou Ahidjo, spoke of "the similarities which exist between our two countries," making special mention of "the heavy and exultant heritage of an identical bilingualism." There is every reason to think the friendship and trade ties between Canada and Cameroon will continue to grow and deepen to the benefit of both countries.

Our World will be publishing more stories in celebration of the 50th anniversary of our relations with many African countries. To read them, go to Our World Online.



Mutual fascination between Paul-Émile Cardinal Léger and an infant

Freedom of Expression

As the revolution surged across Egypt early last year, Ahmed Ragab could be found in Cairo's Tahrir Square live-streaming video, posting images of the protests on Facebook and tweeting about his views of the dramatic events in the country and across the region.

Six months earlier Ragab, an architecture student, had learned many of these social media skills in a series of workshops called Express Yourself and Be Free. Delivered by the country's top bloggers through Canada's Rights & Democracy organization and supported by DFAIT, the program trained more than 100 young bloggers, including women and rural Egyptians. They learned the technical, legal, ethical and security aspects of social media, as well as how to connect with mainstream journalists and make public service announcements.

Now Ragab and the others were using their new skills and tools as "citizen journalists" among the crowds, writing on blogs, Twitter and Facebook and passing on their observations, video and photos, both online and through international news organizations.

"Youth took the revolution from Facebook and Twitter to the squares," says Ragab, 22, today an architect who continues to use the Internet to post his political views. "Social media was the main reason the revolution was transferred from Tunisia to Egypt and then the rest of the countries."

The blogger training, financed in part by the Glyn Berry Program for Peace and Security, was given from 2009 to early last year in an effort to support local demand for political reforms in the country, says Annik Lussier Rez, a senior policy analyst at DFAIT in the International Organizations, Human Rights and Democracy Bureau.

Lussier Rez, a former journalist who worked at the *Cairo Times* from 2001 to 2003 through DFAIT's former Young Professionals International program, says the blogosphere in Egypt has grown exponentially. She says it successfully alerted the media to stories that might have otherwise gone unreported.

"Blogging plays an essential role in sharing information that's not otherwise available in semi-authoritarian and authoritarian contexts," says Lussier Rez. "It's incredible to see how fruitful this initiative has been, that a small project may have contributed in some way to change for the better."

The workshops and a "how-to" manual developed through the program bridged bloggers and mainstream journalists and gave women more of a voice, says Tom Cormier, Director of Programs at Rights & Democracy. Social media allowed people to express themselves "under the radar," he says, and was an important organizing tool.

"A number of these bloggers have quite a following," he adds. "They became active participants in the dialogue on the ground. They were part of the storyline."

Canadians played a role in the explosion of social media in the Arab Spring in other ways. DFAIT's Ben Rowswell, while on academic leave as a visiting scholar at Stanford University, last year started Cloud to Street, a project to support Egyptian activists with technology. Rowswell, whose first diplomatic posting was in Egypt as a political officer from 1996 to 1998, had gotten the idea for Cloud to Street from a course in "liberation technology" that he was auditing at Stanford.



Cell phones up: Technology is very much in evidence at a protest in Tahrir Square on April 1, 2011, to "save the revolution."
photo: Farhaan Ladhani



The new face of social media: Trainer Dima Shaheen (at keyboard) helps three women participating in the Cairo blogger workshops with their final projects in January 2011. photo: Rights & Democracy

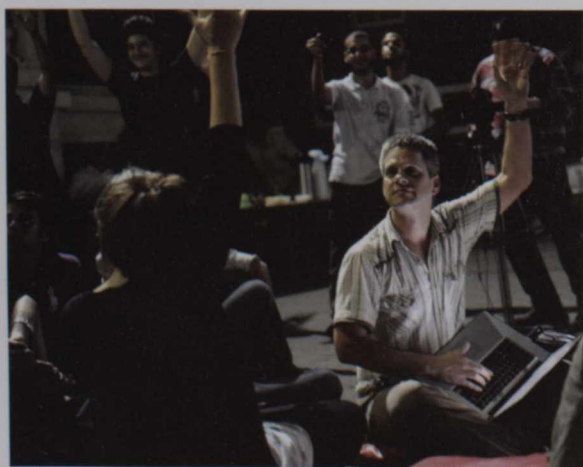
Rowswell, along with Farhaan Ladhani and Shuvaloy Majumdar, now both of CIDA, started the group, which used an online platform to mobilize expertise in support of the activists and to encourage “mass collaboration” among Egyptians.

“It’s an extremely powerful concept that’s already changing the world around us,” says Rowswell, a long-time Middle East hand at DFAIT. He calls Cloud to Street “an experiment in foreign policy for the information age.”

The group held a series of sessions with activists in Cairo, organized “hackathons” where Silicon Valley programmers wrote free software for them and developed “crowdsourcing” tools to allow many people at once to collaborate on activities like helping to draft Egypt’s new constitution, says Ladhani.

“The big issue is how you move technology into the periphery and beyond the core,” says Ladhani, a senior advisor at CIDA, adding that it was fascinating to see the sophistication with which technology engaged people in Egypt. “Information technology can act as a catalyst or an accelerant; it offers the capacity to channel the thoughts of many, unbounded by geography and time, into a single, very powerful voice.”

Inspired by the important role of social media in the Arab Spring movement, as well as other recent phenomena like the North London riots and the Occupy movement, DFAIT’s policy bureau has embarked on an open policy initiative that promises to help transform how policy development happens.



Ben Rowswell takes part in a “tweet seminar” in Tahrir Square last August, raising his hand to signal agreement with the speaker and live-tweeting from his laptop.
photo: Hanna Sistek

“The Arab Spring was one of the pivotal events that pointed to the role of social media,” says Marketta Geislerova, a senior policy analyst in the Policy Research Division. “It was a wake-up call. In cyberspace, you can organize, you can agitate, you can create.”

Geislerova and policy analyst Andréanne Goyette have developed an online network on GConnex, the government-wide social network. Anyone can join the community, called Networked Societies and Foreign Policy, Goyette says, and take part in the process. There are plans for round tables, “fast-talk sessions” and exercises involving heads of mission, foreign representatives in Canada and other groups.

“We are open-sourcing information,” explains Geislerova, adding that the initiative already includes a cross-section of staff in DFAIT and other government departments, who all have a say in how it develops.

Goyette says the goal is to better understand the “digital agency” and how it can be used in the future. “We want people to talk about it, and to tell us what they think,” she adds.

“Social media is changing the way people are participating in political processes,” says Geislerova. “This is the recognition that diplomats don’t have a monopoly on foreign policy.”

To participate in the open policy development exercise, go to GConnex on the DFAIT Intranet and search for the community called Networked Societies and Foreign Policy.



Blogger Ahmed Ragab: “Youth took the revolution from Facebook and Twitter to the squares.”
photo: Muhamed Sabry



twitter Diplomacy

Diplomats were once known for communicating their views and activities through lengthy missives cabled to the upper echelons of foreign ministries.

Today, anyone can follow two Canadian heads of mission in Europe on Twitter or Facebook through a DFAIT pilot project designed to provide current information, promote Canada's brand and interact with wider, younger audiences through social media.

The 140-character tweets and Facebook updates are a natural evolution in diplomacy, says Ambassador John Barrett in Vienna, who, along with Ambassador James Lambert in The Hague, is taking part in the project.

"Our missions abroad are there to communicate with people, to get to know them, to offer the views of Canadians and an awareness of Canada's priorities," Barrett says. "If one of the tools of communication is social media, we have to use it."

Adds Lambert: "The two media make for interesting opportunities," from trade visits profiled on Facebook to tweets about education and immigration issues. "It provides us with a new way to engage people."

The two ambassadors began their digital forays in December, sending out three to four tweets a week with the support of their mission staff. The content, in English, French and the national language, has included holiday greetings, announcements of Canadian government policy and follow-ups to embassy events.

Evan Potter, an adviser to DFAIT's communications bureau, says that social media is a "new way to get the message out," and it targets young people who will one day be decision makers.

"If we're trying to reach these successor generations and make them attuned to Canada, we've got to get them where they are," says Potter, who is a professor of communications at the University of Ottawa and the author of *Branding Canada*. He says that for "digital diplomacy" to be effective, it's important to have a critical mass of content, such as tweets, and to gauge who is following it.

"The moment we are living in represents the largest increase in expressive capability in human history," Potter adds.

Martha McLean, deputy director of e-communications in the Planning, Advocacy and Innovation Division, says the two "digital ambassadors," as well as the handful of missions, such as Beijing, New York and Washington, D.C., that have been "testing the waters" with early steps into social media, are helping DFAIT to determine the best approaches to take.

"These are new tools we have available to do our jobs," McLean says. The next issue is what we want to achieve with social media, she says, adding that it's important to focus on "local engagement" with such efforts.

"DFAIT still has a lot to learn," says Alain Lemay, BCI's senior web analyst assigned to the social media file. "While we are not exactly new to social media—our Twitter feeds have over 6,600 followers—social media evolves so quickly that it's a constant challenge to keep up. Our use of social media is also evolving. Initially, our Twitter feeds were essentially just broadcast channels. With a bit of experience and confidence under our belts, we have started to engage our audience, which is where the true value of social media lies. For example, through Facebook and Twitter, we have answered immigration questions, warned clients of visa scams, provided consular assistance to Canadians at home and abroad, and warned embassies of potential threats."

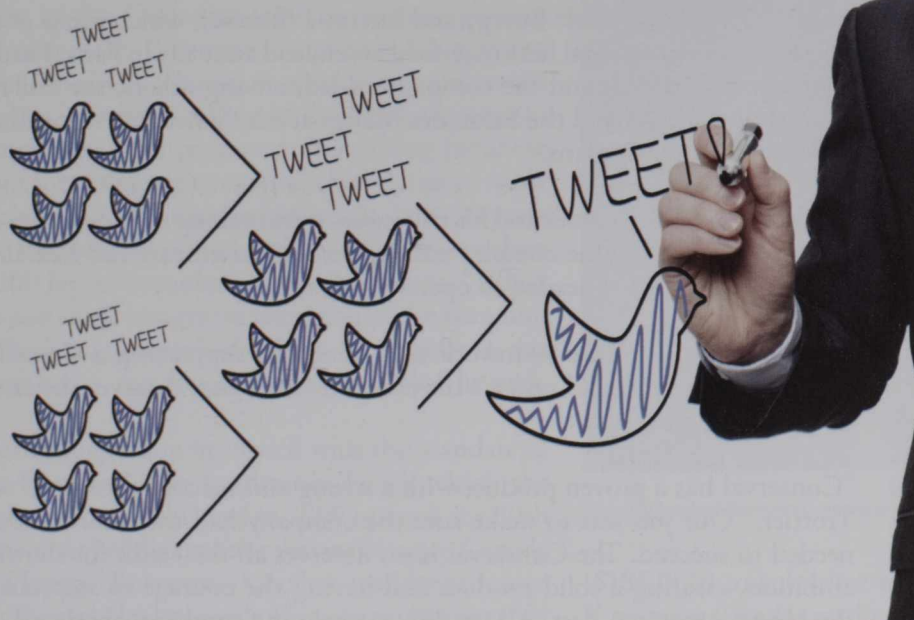
Pilot projects such as these allow DFAIT to test the waters and develop tools and best practices that can be shared both within the department and with other government departments. These tools end up in DFAIT's Social Media Toolkit, so all employees can benefit. The department is also developing training for employees. Since the release of the *Policy on the Use of Social Media* (see sidebar), several missions have contacted the communications bureaus (BCD and CSM) to find out how they can use social media to connect with their clients, and more are sure to follow.

Other foreign ministries are embracing social media. There are 59 British heads of mission blogging worldwide, including Andrew Pocock, the U.K.'s high commissioner to Canada. The U.S. State Department's 21st Century Statecraft initiative includes briefings with questions selected from its 10 Twitter feeds. David Jacobson, the U.S. ambassador to Canada, also blogs extensively. There are more than 100 U.S. embassies on Facebook; the most popular of these, in Jakarta, has some 400,000 "friends."

Barrett says that developing social media content is resource-intensive and raises other issues, such as security. "We can't just put things on the website or Twitter account and say, 'Pretty cool, eh?'" At the same time, it's important for the material to be useful and interesting, as well as personal, spontaneous and somewhat fun. Timeliness, which he says is critical in social media, is always a challenge for government communications.

Lambert says his embassy's tweets are "striving toward agility," although there's a steep learning curve. "I'm not a techno-wonk." He's pleased that his university-aged children have "friended" the mission on Facebook, he says, "and apparently they're not embarrassed by the quality of the site or my meanderings."

Barrett's 12-year-old twins are impressed that he's tweeting, although son Matthew has advanced far beyond his father in technological know-how. "He's already advising me."



A WORD TO THE WISE

Consider the following guiding principles before interacting on any social media platform:

- ▶ Common sense is your best tool: If you wouldn't do it on TV or in any other public forum, don't do it on social media platforms.
- ▶ Perception can sometimes be as damaging as reality: At all times, indicate whether you are posting an item in your personal or your professional capacity.
- ▶ Nothing is really private on social media sites: Always read a site's user agreement to clearly understand who owns the content you wish to publish.
- ▶ There is no undo button on the Internet: Once you post it, upload it, comment on it, "like" it, tweet it, or interact in any other way with a site's content, assume that your contribution will be online permanently.

—DFAIT Policy on the Use of Social Media

SOCIAL MEDIA HOW-TO

DFAIT has a new policy to guide employees who use social media on an official, professional or personal basis. The Policy on the Use of Social Media applies to all staff and contractors, and is supported by the Social Media Toolkit, both of which are available on the DFAIT intranet. Training sessions are also being developed.

The policy is designed to make it possible to engage in social media in a manner that:

- ▶ supports the department's services and activities;
- ▶ promotes the effective use of communications resources;
- ▶ maintains the appearance and substance of the department's good public reputation; and
- ▶ complies with applicable policies and legal requirements.

Existing social media accounts that do not meet the policy's requirements must be revised, in collaboration with DFAIT's communications bureaus.

You can follow the model Twitter ambassadors; Barrett at twitter.com/CanAmbAustria, Lambert at twitter.com/CanAmbNL, and of course the corporate Twitter feed at twitter.com/DFAIT_MAECI.

Behind the Scenes in Paris

By Campbell Morrison

When Anouck Colson, the deputy manager of SolarWall Europe, a subsidiary of Canadian company Conservall Engineering Inc., accepted a prestigious award in France in December for her company's exceptional air-heating technology SolarWall, it capped a long and fruitful relationship with the Canadian Trade Commissioner Service (TCS).

The company was so pleased with its entry into the European market that it issued a news release celebrating the Canada-France award. International Trade Minister Ed Fast was equally pleased, and DFAIT issued a news release, too.

While neither news release mentioned the TCS, Conservall Vice-President Duncan Coutts certainly makes it clear that the TCS was instrumental in the company gaining access to an important new market.

"Thank you again for all the superb support you have provided us during our move into the French market," Coutts wrote to Denis Trottier, a trade commissioner at the Canadian embassy in Paris, on the day of the award ceremony. "Receiving this award is testament to the excellent work by Anouck and the SolarWall Europe team, but also to you as a supporting partner since day one."

"The Canadian Trade Commissioner Service gives small companies the confidence they need, through access to information and high-level contacts, in order to venture out into new markets," he wrote.

Although the company already had large clients in Canada and the United States for its SolarWall, which offers large-scale energy reductions by heating the ventilation air, this was its first foray into the French market.

As far back as 2008, Trottier and the Canadian TCS team in France were helping Conservall to find its way in Europe. In November 2008, the TCS provided support to Conservall at the Canadian Pavilion at the International Trade Fair for Renewable Energy and Energy Efficiency, which is one of the best-known international fairs in its field and is held annually in Paris. Further advice was provided, and the company added, among others, the Pollutec trade show in Lyon and the Salon des Maires et des Collectivités Locales in Paris to its outreach plans.

Even before 2008, Trottier and his colleagues were making sure the company complied with all of the complex construction requirements and had all of the myriad permits it needed to operate in France.

Trottier emphasizes the teamwork that went into supporting a Canadian company over time, and says it's the company itself that deserves the credit for succeeding in France.

"Conservall has a proven product with a strong and successful record," says Trottier. "Our job was to make sure the company had the information it needed to succeed. The Conservall team deserves all the credit for showing ambition, creating a solid product and having the courage to step out of the North American nest. All we did was help the company obtain all the information it needed to do business here in France."

But Conservall's Coutts begs to differ.

"The Trade Commissioner Service went beyond the call of duty to help us succeed," says Coutts. "Without Trottier and his team, there is no way we could have understood the obstacles and overcome them in a few short years. As an export-ready enterprise, we would have been able to get there eventually, but it would have taken us longer and added more cost to our endeavour."

Today, Coutts and Conservall are looking to new markets, and they will be sure to knock on the TCS door wherever they decide to go.



Anouck Colson (left) and International Trade Minister Ed Fast at the small and medium-sized enterprises award ceremony in France
photo: DFAIT

Hope for Youth



In the aftermath of the devastating earthquake and tsunami that struck Japan last March, the mission in Tokyo, with the support of a group of Canadian language schools, decided to offer scholarships to young Japanese so they could study English or French in Canada and experience the world's support for their country.

The need was great. Not only had almost 20,000 people lost their lives, but many children in the affected region had lost one or both parents.

Within weeks of the disasters, the public affairs team at the Canadian embassy began piecing together ideas. They were intrigued by a suggestion from Jim Clark, Chairman of the Board and owner of the Canadian College of English Language in Vancouver, who proposed that young Japanese from the disaster area receive scholarships to study in either official language in Canada. In its 20 years of existence, his school had welcomed more than 5,000 Japanese students to its classrooms. "When we saw those images on television of the tsunami, we realized that we had to help. Our students, our neighbours, our friends were in trouble," he said.

Clark's suggestion fit in well with the mandate of the Canada-Japan Leadership Fund, which the embassy had established in 2009 to mark the 80th anniversary of diplomatic relations between Canada and Japan. "But, more than that, it addressed some of the psychological needs of young people just after the tsunami—offering them refuge and respite in a time of disaster," said Christine Nakamura, then-counsellor, Public Affairs Section, at the embassy.

The project was a true Japan-Canada collaboration, with the embassy as the bridge. Languages Canada, which represents 165 language schools across the country, was more than ready to support Jim Clark's idea and waive tuition fees for the Japanese students as well as arrange for free accommodation—usually in private homes, but sometimes in school dormitories.

Additional support came from other corners: Air Canada offered reduced airfares to the students; Samantha Thavasa Japan Ltd., a manufacturer of women's fashion accessories, offered ¥15 million



Nozomi Onodera (front row, centre) with fellow students in Vancouver

(\$185,000) to subsidize these fares, largely because the company's CEO, Kazumasa Terada, attributed much of his success to his two years of study in Canada; and Guard.me, an insurance company affiliated with Languages Canada, offered free travel insurance.

When the embassy sent out a call for applications—open to Japanese citizens between 15 and 30 years of age who had lost family members, their home or a job, or had been evacuated due to the nuclear emergency in Fukushima—hundreds of young Japanese responded. Using information from the applications, embassy staff matched successful applicants to participating schools across the country. By the end of the program, a total of 150 students will have made the journey to Canada. So far, 98 have come, studying on average for one month. Applications for a final allotment of 52 placements are due in the coming weeks.

Nozomi Onodera, who lost her mother in the tsunami, will never forget her time in Canada. Not only did her English improve during her studies in Vancouver, but she felt healed by her interactions with her host family. "When I spoke about the disaster, they shared my experience as though it were their own and cried with me—and I felt a great sense of release and relief." She will use her improved English in writing scientific papers in her specialty, neurological development, and hopes to return to Canada someday to do research in the field.

Found in Translation ▶

ترجمة



Interpreter and cultural adviser Khalil Hotaki, who has put his life at risk countless times serving Canada
photo: courtesy Jess Dutton

Working as an interpreter and translator in a foreign mission can be demanding: bringing clarity to a wide range of communications is vital to much of what happens there. But doing it in the midst of a deadly conflict and within complex cultures creates challenges that are vastly increased.

You couldn't find a better person for the job than Khalil Hotaki, who has worked for the last six years as a locally engaged interpreter and cultural advisor, first at Canada's mission in Kandahar and now in Kabul.

Hotaki, 34, was born in the city of Kandahar, where his father worked as a judge. The government was toppled by the Communist coup and Soviet invasion when he was just two years old, and his father was arrested. The family moved to Kabul, where his father was released from prison six months later.

Hotaki grew up in the city, which was suffering from ever-worsening security, with civil war among the mujahedeen. Finally, with the emergence of the Taliban, the family fled in 1993 to Pakistan, living as refugees in Peshawar for nine years and then returning to Kabul in 2002.

The years of upheaval took a toll on Hotaki's career. He had hoped to study law, following in his father's footsteps, and to work as a judge or prosecutor, but there were no opportunities for higher education among refugees in Pakistan. Once back in Afghanistan, he capitalized on the English he had learned as a young student in Kabul and then in Peshawar, and became an English-language instructor and an interpreter of Pashto and Dari, the two official languages of Afghanistan. When the word went out in 2005 that Canada was looking for interpreters, especially with an expanding role for the Canadian Forces and civilian staff of the Kandahar Provincial Reconstruction Team (KPRT), he jumped at the chance.

Because he was single and didn't live in Kandahar, Hotaki took a room at the KPRT at the Camp Nathan Smith compound. That way, he was able to help after hours, particularly with night-time patrols.

He brought to the job a deep knowledge of Afghan culture, especially given the influence of his father, who had worked in 13 provinces and dealt with the dynamics, customs and traditions of the country's various tribes and ethnic groups. With his cultural expertise, Hotaki was appointed to work with the KPRT's commanding officers and civilian directors, as well as to assist with justice, human rights and governance projects.

In the early days at the KPRT, he worked with Glyn Berry, then its political director. He recalls Berry's passion, curiosity and enthusiasm, especially on a journey they took in December 2005 to visit tribal elders in the remote Maruf district. "He wanted to know everything." When Berry was killed in a car bomb attack on another trip a month later, "it was shocking and very sad news," Hotaki recalls.

Security was always a worry. Hotaki travelled on more than 1,500 patrols around Kandahar, from meetings with government officials to visits with PRT staff in far-off districts. Each time they returned to the camp "was another surviving day for us," he says. "It gave us new life when we came back safe and secure."

On one trip in December 2007, he was sent with a Quick Reaction Force in a light-armoured vehicle (LAV) to the Arghandab Valley, a district north of Kandahar City where the situation was especially bad. Indeed, a Canadian vehicle had been hit there

by an improvised explosive device (IED). Its wounded occupants had been airlifted out; the force's mission was to tow the damaged vehicle back to the KPRT or to KAF. "There was a real possibility of an insurgent attack, an ambush or another IED," he recalls. Travelling as fast as possible to avoid an enemy attack, the LAV driver lost control and the vehicle rolled over. Although no one was seriously injured, Hotaki was knocked unconscious by the impact. "When I opened my eyes after a few minutes I saw smoke around me and some soldiers and ammunition on top of me," he says. "We were all so lucky to survive."

There were also lighter—even entertaining—moments as an interpreter. Once when Hotaki was helping the Canadian military provide support to the parliamentary elections, a sergeant ordered a convoy he was in to wait for a dog—a detection canine used to search vehicles for bombs. But Hotaki understood the word the soldier used to be "doc" and told the Afghan commander that a medic was on the way. "He was quite surprised when our furry friend arrived instead."

Living in Kandahar had its personal stresses, especially as Hotaki had to travel home to Kabul to look after his aging parents. Soon he also had a wife, through a marriage his parents had arranged, and then a baby daughter named Shahida. When a position as an interpreter and translator came open at the Kabul mission in October 2010, he gratefully applied for and got it.

In Kabul, Hotaki's cultural expertise and guidance continue to come in handy. He has posted a document on the mission's shared I-drive that's full of social tips, such as how to receive guests, as well as some basic words of greeting.

Jess Dutton, who worked with Hotaki from 2009 to 2011 while serving as the KPRT director and deputy head of mission in Kabul, says his hard work and dedication were invaluable. "He was a wealth of knowledge about Afghan culture and an incredible interpreter who put his life at risk countless times serving Canada," stresses Dutton, now a director in the Stabilization and Reconstruction Task Force.

Hotaki is pleased that his new position in Kabul has exposed him to domestic politics, human rights and Afghan legislation, especially as he still hopes to become a judge. "I would still like to have a chance to go in the law faculty, inshallah; it is my dream."

The Canadians, he says, are well regarded in Afghanistan for "the heavy price of blood and treasure they paid for the people of Kandahar." He'd like some day to live in Canada, where he has several relatives and friends. "It's a multicultural country with good people who have comfortable lives."

Meanwhile, he appreciates being in Kabul, close to his family and farther from harm's way. And he will always remember the years in Kandahar and the role he played there at a special moment in Canada's military and diplomatic history.



Jess Dutton (left) and Khalil Hotaki
photo: courtesy Jess Dutton

Acting Locally, Thinking Globally

It's a long way from fishing the waters off the island of Mindanao in the far south of the Philippines archipelago to begging on the streets of Manila. The Bajau people, an indigenous tribe known as "sea gypsies" for their nomadic way of life, but who have been displaced by conflict and commercialized fishing on Mindanao, now find themselves scattered around Central Luzon in the north, without homes, jobs or schooling for their children.

With the support of the Embassy of Canada to the Philippines, through its Canada Fund for Local Initiatives (CFLI), a community of 142 Bajau squatting in an encampment on the outskirts of Manila have received basic needs such as food, education, maternal and child health-awareness training, and training to establish new livelihoods.

Christopher Thornley, Canada's Ambassador to the Philippines, says the Bajau were originally living under a bridge in the province of Pampanga and making their way into the capital to beg on the streets. They saw their makeshift homes wiped out by flash floods caused by two typhoons last October.



The Bajau people of the Philippines
photos: Ed Villanueva

"These people live in some of the worst poverty I've seen here," he says, adding that the Bajau project is a perfect focus for the CFLI.

The fund finances \$15 million in small-scale projects out of 62 missions around the world, with priority areas including economic development, food security, youth, advancing democracy and ensuring security and stability.

Beginning this April, the administration of the CFLI will be transferred from CIDA to DFAIT. René Cremonese, director of DFAIT's planning, advocacy and innovation division, says the move will mean that the fund can be more strategically applied as a tool to meet Canada's foreign policy objectives and promote Canadian interests.

Last year, the fund provided \$420,000 to support 12 projects in the Philippines, out of a total of 180 requests for contributions, says Francis Bacaron, the CFLI program coordinator there.

The \$27,000 project to assist the Bajau was carried out from last July to December in partnership with a local NGO, the God's Love for Indigents Ministry. The once proud Bajau have been "pushed onto the sidelines," Bacaron explains. Efforts to help them include training in literacy and skills, such as rug-making, jewellery design and gardening.

Bacaron says the support of the embassy is "bringing a lot of attention to the Bajau and helping them to be part of the mainstream." The group has already had success, with some of their children having been accepted into the formal school system.

"This kind of program sends a lot of the right messages for Canada," Thornley says. "We're a caring society, we are interested to see that wealth is distributed fairly, and we want to give people an opportunity to succeed."

He says the support for the indigenous group has a human rights and security focus as well, with a goal of working with local governments to get the Bajau permanently housed and better integrated into society.

The embassy's 180 staff often get involved in community-building works through its volunteerism committee, Thornley says, sometimes alongside Canadian companies located in the Philippines. The philanthropic efforts are important team-building exercises and provide further opportunities to reinforce Canadian values.

Thornley, who recently visited the Bajaus, says it's touching to see what a tangible impact even a modest contribution can make in people's lives. "It's very satisfying," he says.

Global Practice Leads: The Private Sector Perspective

By Campbell Morrison

Rich Neill, an aerospace global practice lead at DFAIT, was at a conference in Los Angeles, Ca., when he and the trade commissioners met with a U.S. aerospace company looking for a specialized aluminum casting part. Drawing on his experience as a senior executive in the private sector, Neill suggested that he and the trade commissioners go back to the company for more details—a lot more details. They needed to understand, in very specific terms, what the company required before they could find a Canadian company to deliver it.

Armed with a clearer understanding, Neill and the trade commissioners were able to narrow the list of potential Canadian suppliers from about 30 to half a dozen. One British Columbia firm was ultimately successful.

But Neill, the former CEO of Magellan Aerospace Corp., who has also held senior positions with Rolls Royce Motor Cars Ltd. and General Electric Co., provides much more than advice to individual trade commissioners. He and his colleague, Dale Hunt, whose business experience is in smaller aerospace firms, provide leadership born of decades in the private sector. Together, they co-chair the Aerospace Advisory Board, which is composed primarily of leaders from the private sector.

“Rich and Dale, through the Aerospace Advisory Board, guide DFAIT’s aerospace strategy,” says Gregory Rust, Deputy Director of the Aerospace Practice. “They bring their extensive experience, vocabulary and, most important, knowledge to the table. As corporate engineers, they talk the talk, which provides both Canadian aerospace companies and us with greater confidence that we can work together and succeed together.”

A survey of trade commissioners found that the global practice leads possess rich and in-depth sector knowledge of their industries, provide sector intelligence and credibility in client meetings, and bring high-potential clients to the Trade Commissioner Service (TCS).

“I think what we bring to the TCS is the ability to focus on Canada’s capabilities,” says Neill. “Just as we did in California, we need to drill down into the weeds and understand the real competencies of the Canadian sectors so that we can optimally match them up with the intricacies of global demand.”

In addition to the aerospace sector, there are DFAIT global practice leads in four other promising sectors: information and communication technologies, cleantech, infrastructure and life sciences. Each has an advisory board that bridges the public and private sectors, providing strategic advice to DFAIT.

“You have to get close to and understand the customers so you can deliver what they need rather than what you think they need,” says Denis Connor, the cleantech global practice lead and a former executive of such top companies as Bell Labs and Bell-Northern Research. Bringing that level of knowledge to the TCS is key. “Resources are always limited. We have to choose the sectors with the greatest opportunities. It is absolutely the right thing to do.”

The unique perspective of the global practice leads and advisory boards complements the other tools available that enable the Trade Commissioner Service to provide excellent service to the Canadian business community.

“We want to give the trade commissioners as much sector knowledge as we can, and working side by side with experienced senior executives helps us understand the private sector’s interests, needs and expectations so we can provide them with the best possible services,” says Peter MacArthur, Director General, Global Business Opportunities. “The in-depth advice we receive from the global practice leads is invaluable to our ability to help our colleagues abroad.”



Aerospace Global Practice Lead Rich Neill (second from left) chairing the annual Aerospace Advisory Board Meeting on Sept 14, 2011

Friends to the End

Proud Canadians are often inclined to see the differences between their country and the “mighty giant” to the south. Indeed, there are some key and notable differences, but in the indelible words of American founding father John Adams, “Whatever may be our wishes, our inclination, or the dictates of our passions, they cannot alter the state of facts and evidence.”

The facts are these: Canada and the United States share a rich and vibrant history characterized by democratic governance, economic partnerships and cultural ties. Friendly neighbours for more than two centuries, they share the longest unmilitarized border in the world and are the world’s largest trading partners. These special ties run wide and deep and set an example of positive relations for the entire international community.

In celebration of the Canada-U.S. relationship, *Our World* is pleased to feature a series of events and initiatives supported by our department that have served to strengthen the already stalwart bond between two great nations.



Consul General Martin Loken acknowledges the warm welcome from the North Dakota House of Representatives.
photo: DFAIT

CANADA DAY AT THE CAPITOL

From 2010 to 2011, legislatures in five states in the U.S. Midwest passed resolutions designating day-long celebrations of their economic and social ties with Canada. Through these events, the Consulate General of Canada in Minneapolis seized the opportunity to highlight the importance of the Canada-U.S. relationship to elected officials and other leaders in an unprecedented way.

Spearheading “Canada Day at the Capitol” activities in each state in its territory—Minnesota, Iowa, Nebraska, North and South Dakota—the consulate general communicated facts that often get overlooked because of the familiarity and friendliness between the two countries.

“Canada is by far the biggest customer for what you sell to the world,” said Consul General Martin Loken, Canada’s top diplomat in the Upper Midwest, while speaking to a joint meeting of the Minnesota House of Representatives and Senate. “In fact, Minnesota is one of 36 states in the Union that can point to Canada as their biggest international market.”

Three other states offered Loken the rare privilege of delivering formal addresses to their legislatures. Receiving warm welcomes and standing ovations in every chamber, Loken recalled President John F. Kennedy’s address to the Canadian Parliament in 1961:

“Geography has made us neighbours. History has made us friends. Economics has made us partners. And necessity has made us allies. Those whom nature hath so joined together, let no man put asunder.”

Across the United States, other consulates general have successfully partnered with additional states on similar “Canada Day” initiatives to raise awareness, generate goodwill and strengthen the vital Canada-U.S. partnership.

BRINGING THE NORTH TO THE MIDWEST

While the snowy Arctic is over 1,000 km from the American Midwest, the “North Star” state of Minnesota has a rich tradition of polar exploration and scientific work. It is therefore no surprise that yet another link was forged between Canada and the Midwest through a recent symposium entitled *The Changing Arctic: International Cooperation and Development*.

In partnership with the Will Steger Foundation and the University of Minnesota, the consulate general in Minneapolis organized the half-day event to explore what a changing Arctic means for economic and social development, the environment, diplomacy and security.

Speakers praised the long tradition of Canada-U.S. cooperation in the Arctic and emphasized that it must be preserved and expanded, even as nations in the region push forward with territorial claims under the UN Convention on the Law of the Sea.

“Canada and the U.S. stand to gain the most if we work together, continuing to do what we’ve done historically,” said keynote speaker Whitney Lackenbauer, a renowned Arctic author and professor at the University of Waterloo, in Ontario.

Lackenbauer also stressed that native peoples are the primary stakeholders in decisions regarding the Arctic. “Northerners have been there for millennia. They are on the front lines of observing changes in the region, and their views need to be front and centre.”

This point was revisited throughout the day and served to strengthen the principal theme of ongoing collaboration for the benefit of all.

COMING HOME

Native peoples were also at the forefront last spring in another strong example of Canada-U.S. cooperation, which saw the repatriation of the remains of 22 Inuit individuals taken more than 80 years ago from an ancestral burial site on Labrador’s north coast.

The remains were removed in 1927 by American archeologist William Duncan Strong, who was aiming to collect natural history specimens and artefacts that could shed light on the Inuit people’s origins and lifestyle. The remains were taken from a cemetery at an abandoned Moravian mission—over opposition from the local community—and were brought to the Field Museum of Natural History in Chicago, where they stayed for 84 years.

The agreement to return the remains followed consultations between the museum and a delegation from Nunatsiavut, an area in Labrador populated largely by Inuit, that has been granted a degree of self-government.

The Field Museum, under its repatriation program, felt that returning the remains was the right thing to do, its president, John W. McCarter, saying that their removal many decades ago “did not comply with ethical archeological practices, either past or present.”

The Consulate General of Canada in Chicago proudly hosted the delegation from Nunatsiavut and facilitated meetings between the delegation and the museum. “On so important a matter, we were more than happy to help these important consultations take place,” said acting Consul General Joanne Lemay.



The reburial ceremony in Labrador: the culmination of an 84-year effort by the Nunatsiavut community
photo: DFAIT

A CHRISTMAS TREE THANK YOU

Every year in mid-November, a huge fir or spruce tree growing somewhere in Nova Scotia is cut down and shipped to Boston, where it becomes the city's official Christmas tree. The annual tree-lighting ceremony on December 1 in Boston Common is the opening of the city's Christmas season.

The first tree was shipped in 1918, a gesture of gratitude from Halifax to the city of Boston for its generous assistance following the disastrous 1917 explosion in Halifax Harbour of a ship loaded with wartime explosives. To help survivors, Boston immediately sent a train with supplies, food and medical staff—to a city that had suffered 2,000 deaths, 9,000 injured, and many thousands left homeless.

Though the gift in 1918 was a one-time gesture, another tree was sent in 1971 and the tradition, now sponsored by the Nova Scotia government, has continued every year since.

Last year's tree, which marked the 40th anniversary of the tradition, was cut down on November 15 in a public ceremony attended by school children and the province's poet laureate. The 14-metre white spruce was then loaded onto a flatbed truck and made its way to Boston, where it was escorted by the Boston Police Department to the installation point on Boston Common. Thousands attended the lighting ceremony, which was broadcast on television throughout New England.

Patrick Binns, Consul General in Boston, called the tree "a symbol of appreciation to the great people of Boston," adding that "every lighting of that tree brings these two great communities of Canada and New England together to renew historic ties and friendship."

MAKING EMERGENCY PLANS TOGETHER

Following the devastating earthquakes in Japan and Haiti, Canada and the United States have been making plans to deal with any major earthquake that might hit the San Francisco Bay area. Last October, Canadian military experts on humanitarian assistance and disaster response joined a group of American experts—some from the U.S. military, and some from local and state governments—on board the aircraft carrier USS *Bonhomme Richard* to discuss how civilian and military personnel could best work together.

That event was one of many that took place during San Francisco Fleet Week (SFFW), an annual event in tribute to the American armed forces.

There were many chances during the SFFW to celebrate the friendship enjoyed by Canada and the United States and to showcase their integrated continental defence. Four Canadian ships—HMCS *Ottawa*, *Saskatoon*, *Nanaimo* and *Brandon*—took part in the Parade of Ships along the waterfront. In the SFFW airshow, onlookers witnessed the air acrobatics of the Royal Canadian Air Force Snowbirds.

Consul General Cassie Doyle had the opportunity to co-host two events with Rear-Admiral Nigel Greenwood to cultivate local contacts and showcase Canada—a private lunch right on the Bay to view the airshow, and a reception aboard the HMCS *Ottawa* for close to 300 military and civilian guests.

"Our Fleet Week program went a long way to strengthen our local community relations and to affirm our ties on so many levels with our American friends," Doyle says.

Throughout the world, there are few nations that enjoy such close and warm ties as the United States and Canada. The connection between us is so strong and constant that we can easily take it for granted. And there's no harm in reaffirming it—something DFAIT is happy to help Canadians and Americans alike do from time to time.



Above: the 2011 tree en route to Boston

Right: consulate staff with members of the Snowbirds, in San Francisco for Fleet Week
photos: DFAIT



Cracks in the Wall of Impunity

In Guatemala, justice in the wake of civil war atrocities has seemed no more than a fond hope—but last summer, a landmark court decision against authors of a massacre has given hope to victims and their families who are seeking justice.

Last August, in a Guatemala City courtroom, four former soldiers were each sentenced to more than 6,000 years of imprisonment for the 1982 massacre of 201 victims in the village of Las Dos Erres, plus an additional 30 years for crimes against humanity. The villagers had been shot or bludgeoned to death and their bodies thrown into a well.

With DFAIT's help, a Canadian NGO, Lawyers Without Borders Canada (LWBC), provided key support to lawyers and groups of victims in this trial.

For Pascal Paradis, Director General of LWBC, based in the city of Québec, it was a unique moment of truth and justice. Sitting in the courtroom, he saw hundreds of Guatemalans rise from their seats and begin hugging each other.

"They had been waiting decades for justice—and it was a day of great hope, a day on which history was being made."

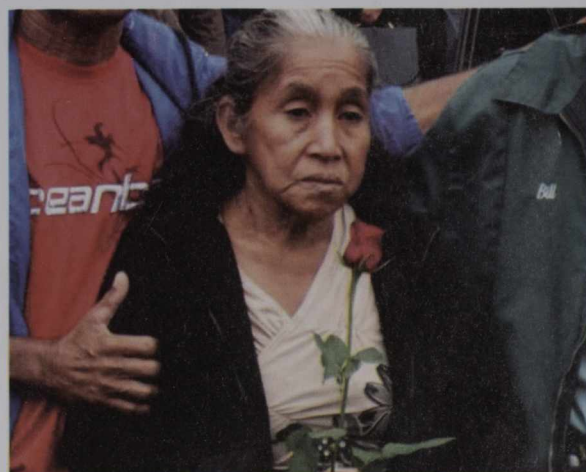
Back in 1982, a special operations unit of the Guatemalan army entered the village of Las Dos Erres and killed almost everyone. This was one of hundreds of such atrocities that took place during the civil war of 1960 to 1996, during which more than 200,000 people, most of whom were living in rural regions and indigenous communities, were killed. Due to the weakness of the justice and law-enforcement systems, the authors of mass atrocities committed during the war were enjoying near-total impunity.

Hoping to break the wall of impunity, LWBC helped to strengthen Guatemala's first law office that specializes in litigation of the most important cases of serious crime, offering free legal assistance to the most vulnerable groups, in particular women and indigenous people. The office rapidly acquired trust and legitimacy from justice stakeholders and is currently working on 23 cases of major importance for the future of justice in Guatemala. By helping to bring these landmark cases to justice, LWBC is helping to create jurisprudence, reduce impunity and reinforce the rule of law.

All of this has been done with assistance from DFAIT's Stabilization and Reconstruction Task Force (START).

"We want to help Guatemalans have confidence in their justice institutions," says Nadine Khoury, START's program analyst for Central America. "We want to see precedent-setting legal processes that demonstrate that the rule of law can be effectively applied."

Through DFAIT's Global Peace and Security Program, START has committed nearly \$5 million since 2009 to promote human rights and strengthen the security and justice sectors. START also supports conflict-management efforts at the border area between Belize and Guatemala, as well as efforts to combat the trafficking of vulnerable youth by criminal networks.



Top: Relatives of massacre victims held demonstrations outside the court.

Bottom: Applause rang through the court after the verdict.
photos: Ana Elisa Samayoa

Guatemala has more violence than almost any other country officially at peace. There is much work to do. But Monica Izaguirre, an LES officer at the mission in Guatemala City, says Guatemalans are feeling more confident day by day.

"When we see the end of impunity, we know we can begin to move forward; we can begin to build a real future."

Supporting Citizen-Focused Democracy

When Ecuador rewrote its constitution in 2008, it introduced a brand-new crop of potential voters and political candidates. Youths of 16 now have the right to cast ballots in elections, and those as young as 18 can run for public office.

But with political participation rates among young people in Ecuador—as in many countries, including Canada—running low, getting adolescents interested in taking part in the democratic process is a big job.

Bolivia, which adopted its own new constitution in 2009, introduced an additional regional level of government, with nine departments each having governors and assemblies. The task now is to bring all of these legislators up to speed on everything from knowing how to respond to letters from constituents to developing a regional constitution and managing natural resources.

Such reforms present challenges but also bring the promise of citizen-focused democracy, an objective that Canada supports through the Andean Unit for Democratic Governance (AUDG), a regional team created by DFAIT in 2009 and focused on democracy support, one of the pillars of our Americas Strategy.

The central office of the AUDG is in Lima, where Canada is recognized as playing a leading role in democracy support, including during Peru's transition to democracy in 2001. Its mandate also encompasses Venezuela, Colombia, Ecuador and Bolivia. The unit engages in advocacy through special events and networking, provides regular political analysis and offers surge capacity for missions in times of democratic crisis. It also supports projects across the region, with \$500,000 in annual funding from the Glyn Berry Program, part of the Global Peace and Security Fund.

The unique thematic approach in the Andean countries is a product of DFAIT's transformation agenda. The AUDG is one of several regional units, created as part of a pilot initiative, that focus on specific issues and areas. Another such unit, focused on security, is based in Central America and the Caribbean; one, focused on arctic policy, is based in Oslo; and a third, focused on economic issues, is located in Jakarta.

"It's a new way to do foreign policy," says Catherine Vézina, who heads the unit from Lima. It includes eight members, both Canada-based and locally engaged staff (LES), who work in the political sections of the missions in which the unit operates. "It contributes to making Canada a better informed, more influential and more visible actor on democracy issues in the Americas."

Vézina says that freedom and democracy are two of the core values guiding Canada's foreign policy. They inform the move to strengthen institutions that reinforce the role of citizens: elections, parliaments, civil society, independent media and political parties.

"It's about people having a say or influencing, through their governments, decisions that will eventually touch them," she says.

The AUDG team promotes thematic coordination among the missions, Vézina explains—for example, by producing regional trend reports. Working closely with each mission's political section as well as host governments and NGOs, the team organizes seminars, special events, displays, expert visits, book launches and film screenings that advance Canada's diplomacy in support of democracy. LES, who are able to function with authority and autonomy, are prominently involved, she adds.

Canada's experience with strengthening democratic institutions is helpful in the region. In Ecuador, for example, some of the ideas for a website being designed to engage younger voters come from Apathy is Boring, a Canadian project that uses art and technology to educate youth about democracy.

The lowering of Ecuador's voting age to 16 from 18 and its minimum age for political candidates to 18 from 25 was a result of lobbying by a vocal adolescent movement in the country, says Cristhian Parreño, deputy coordinator of *Ágora Democrática*, an international NGO that Canada is supporting in its programming.

The organization's initiatives include a study on youth participation and activities to encourage young people to get involved politically. These include intergenerational dialogues, seminars and an online "virtual space" intended to be fun, attractive and educational. "We want youth participating in an informed way," says Parreño.

Terry de Vries, a program officer for *Ágora Democrática*, says that getting youth more involved in politics will benefit the entire electorate. But first it's necessary to counter the attitude that "politics are not their thing," she says. "When you talk to youth about politics, they say 'it's for the old people,' or 'it's just talking.'"

De Vries says the Ecuadorian government and political parties are taking note of the potential new audience (voting is mandatory in Ecuador for those 18 and up but optional for 16- and 17-year-olds). *Ágora Democrática* hopes to make a difference in youth attitudes by the time of the next national elections, scheduled for early 2013. "There's a lot to do," she adds.



In Bolivia, Canada is supporting an initiative to provide technical assistance and training, as well as communications strategies and tools, to the country's regional legislative assemblies (RLAs), says Marcelo Villafani, a program officer for International IDEA, an intergovernmental organization based in Sweden focused on democracy and electoral assistance.

Of the 267 people elected in the first regional elections in 2010, just 4 percent had previously held a legislative position, he says. Some 53 percent do not have a high-school diploma, and 20 percent did not finish elementary school.

Villafani says that if the RLAs are a success, they will provide the regions with more autonomy, some control over natural resources and the ability to represent citizens. "If the government is closer to the people, it will be able to react more rapidly and do the kinds of things that people in these regions need," he adds.

Such autonomy is also reflected in Canada's efforts in the AUDG, says Bernardo Peredo, an LES who is the AUDG's political analyst in La Paz. Peredo, who has a PhD in political ecology and governance from Oxford University, says that understanding the Andean region's complexities is important for Canada.



Top left: Citizens in Bogotá examine an outdoor exhibition sponsored by the Andean Unit for Democratic Governance, featuring photos of members of the Colombian Senate, as well as quotes reflecting their views on democracy.
photo: Robert Max Steenkist

Above: Students attend a concert in front of the National Assembly in Quito to launch a new youth website.
photo: Roberto Noriego

"It's not black or white, it has many, many shades of grey, and to see those shades of grey is important," he says, adding that supporting democratic institutions such as Bolivia's new RLAs is key in poverty alleviation, economic development and resource management. "We are able to promote democracy at a closer level to the citizens."

Justice for Those on the Margins

They live in one of the most remote and impoverished regions of Colombia, a stretch of dense jungle on the country's Pacific coast. Yet the Afro-Colombian subsistence farmers who belong to the Community Council of the Rural Peoples' Organization of the Upper Atrato (the Cocomopoca) have resisted armed soldiers, guerrilla groups, paramilitary groups and drug traffickers—while navigating a distantly administered justice system to secure their rights to their ancestral lands.

Last fall, some 12,500 descendants of escaped and freed African slaves who settled in the Department of Chocó in the mid-1800s were granted the legal collective title to 73,000 hectares of their territory by the Colombian Institute for Rural Development.

It's a partial victory after 12 years in the courts, secured with the support of DFAIT through the Global Peace and Security Fund (GPSF), as well as assistance from a host of other international, national and local groups.

The GPSF, which is administered by DFAIT's Stabilization and Reconstruction Task Force (START), works in countries that are experiencing armed conflicts, as well as in post-conflict and fragile states, to build sustainable peace and strengthen security and justice systems. It does this, for example, by financing legal services for the poor and vulnerable, says Jennifer Peirce, a START program officer based in Ottawa.

Colombia has taken important steps toward peace and security, notably through a comprehensive justice and compensation plan for victims of the conflict, but it continues to be beset by a six-decade-long internal armed conflict that affects civilians. About half of the \$5-million annual GPSF budget supports justice and victims' rights for people "on the margins of society," says Peirce, such as indigenous and women's groups.

"Through the GPSF and other programs, Canada assists both victims claiming their rights and the Colombian government in its challenging task of turning ambitious peace and justice policies into reality," she explains. "There's a humanitarian imperative there," she says, adding that the programming reinforces the values of respect for human rights and the rule of law.

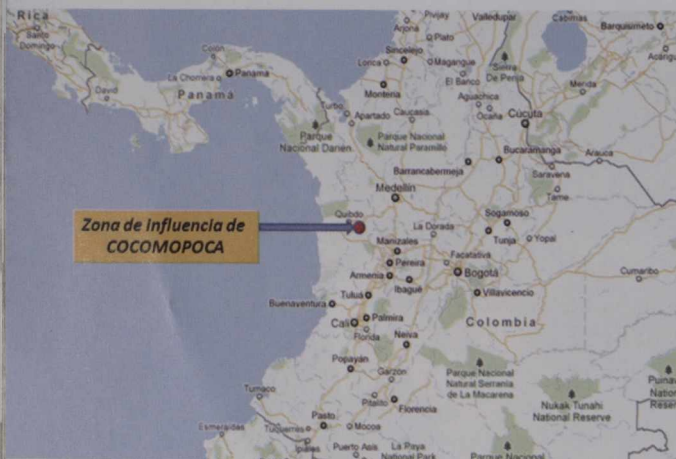
The Colombian constitution for the last two decades has recognized rights to ancestral lands, but groups like the Cocomopoca have struggled to gain title.

"These people feel helpless and marginalized; they really need our support," says Natalia López, one of two GPSF program officers at Canada's mission in Bogotá. "You need justice to achieve peace."

In the case of the Cocomopoca, the GPSF supported an international NGO called Project Counselling Service (PCS), which works with community groups and organizations on the ground in Chocó. The struggle is not over, says Kimberly Stanton, executive director of PCS, with "big obstacles" still remaining—from disagreement over how the region's rich natural resources, such as gold, lumber and water, are used, to the fact that the settlement includes less than half the territory that the Cocomopoca claim and leaves out some 17,500 members of the community who were forced off the land.

Stanton says international attention gives people a better understanding of their rights as it brings pressure to bear on the situation. "Unorganized victims and communities can really get steamrolled," she says, adding that "the goal is not just to win at the local level but to help people exercise their rights through systems of judicial and political power."

This case and others that Canada is supporting also set legal precedents and establish practical examples to follow, adds Peirce. "It makes the path easier for those who come after."



Many Afro-Colombians in the Department of Chocó have been displaced by the country's protracted armed conflict and are forced to live far from their ancestral lands.
photo: SCIAF